



200 FC

www.lesdepechesdebrazzaville.com

N°1837 JEUDI 3 OCTOBRE 2013

ALBUM « 13^E APÔTRE »

Koffi Olomide invite le guitariste Olivier Tshimanga

Olivier Tshimanga sera à Kinshasa du 8 au 16 octobre afin de poser les sons de sa guitare sur quelques chansons contenues dans le dernier album de la carrière du Grand Mopao. Un « honneur » apprécié à sa juste valeur par le guitariste congolais le plus sollicité à l'heure actuelle. Les deux artistes avaient déjà collaboré auparavant dans l'album sans nom de Koffi Olomide sur le titre « Festival » chanté en duo avec Youssou Ndour.

En dehors de ses nombreuses collaborations, l'artiste se prépare à mettre sur le marché son propre album intitulé « Espoir », une œuvre censée consoler les cœurs brisés et redonner de l'espoir aux peuples minés par le désespoir. La sortie de l'album est prévue pour le mois de novembre.

Page 14

FOOTBALL

Diba jubile au Qatar, Mbokani grogne à Kiev

Titulaire incontesté dans son nouveau club, Yves Diba a signé son premier but en match officiel au Qatar, qui s'est soldé par un score à égalité (1-1), en déplacement d'Al-Sailiya face à Al-Gharafa. L'attaquant international congolais Yves Diba a attendu la troisième journée du championnat de Qatar pour enfin ouvrir son compteur-but dans son nouveau club. Un autre buteur congolais, Dieumerci Mbokani, ne connaît pas vraiment de jours meilleurs au Dynamo de Kiev. Sur les onze matchs livrés par ce club, il a été à quatre reprises remplaçant et n'a plus retrouvé le chemin des filets depuis le 25 août. Sa grogne actuelle est due à la politique de la tournante mise en place par l'entraîneur du Dynamo de Kiev, Oleg Blokhine, qui envoie les joueurs sur le banc à tour de rôle et en fonction des matchs pour éviter la fatigue.

Page 14

Aide au développement

La RDC réagit au rapport d'audit de la Cour des comptes de l'UE



Le porte-parole du gouvernement Lambert Mende Omalanga

Au cours d'un point de presse tenu mardi, Lambert Mende a dénoncé la tendance de la Cour des comptes européenne à vouloir traîner la RDC à la barre tout en sommant ses autorités politiques à rendre compte de la mauvaise gestion de projets de développement auxquels elles n'ont jamais été associées. Le porte-parole du gouvernement précise que « la conception, la définition et l'exécution de la majorité des programmes financés dans notre pays par l'aide européenne au développement ont été toujours le fait exclusif d'opérateurs choisis par l'Union européenne (UE) sans aucune intervention de la partie congolaise ». Sur la même lancée, il a invité les partenaires au développement à une redéfinition de la manière dont les partenariats stratégiques et préférentiels devraient dorénavant se concevoir et se matérialiser. Il a, de ce fait, dédouané les autorités congolaises de la mauvaise gestion systémique de près de deux milliards d'euros accordés à la RDC par l'UE entre 2003 et 2011.

Page 12

Concertations nationales

Adoption ce jeudi du rapport final des travaux

Le présidium déjà en possession des rapports de tous les états généraux s'attelle à synthétiser et à faire le toilettage de toutes les recommandations qui en sont issues en prévision de l'adoption du rapport final des travaux. Une fois validées par la plénière, ces recommandations devraient être transmises au chef de l'État qui devrait alors en rendre compte à la Nation devant l'Assemblée nationale et le Sénat réunis en congrès. Des indiscretions recueillies auprès des groupes thématiques institués, il ressort que les différentes résolutions prises vont dans le sens d'impulser le développement du pays en tirant les leçons d'un passé peu glorieux caractérisé par la mauvaise gouvernance. Entretiens au groupe thématique « Dé-



La salle des congrès du Palais du peuple à l'ouverture des assises

mocratie et réformes institutionnelles », l'opposition dénonce l'insertion au rapport adopté d'une in-

cise prévoyant la tenue d'un référendum constitutionnel en RDC.

Page 12

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES DE TROISIÈME ÂGE

Un repas de coeur avec les vieillards de Kinshasa

À l'occasion de la Journée internationale des personnes de troisième âge (PTA), des vieillards venus de différentes communes de l'est de la ville-province de Kinshasa ont participé le 1er octobre au repas de coeur organisé par l'ONG Vieillesse Heureuse (VH). Outre cette action, VH a organisé à leur intention une balade dans les grands-places de la capitale congolaise. Les vieillards en ont profité pour transmettre au gouvernement les différentes préoccupations liées à leur statut social. Tout en sollicitant la baisse du tarif des soins de santé, ils ont également plaidé pour une loi qui les protège comme il en est le cas pour l'enfant et les personnes vivant avec handicap. Pour les PTA qui ont assisté à cette série d'activités, ces moments ont marqué les derniers instants de leur vie sur cette terre des hommes.

Page 13

ÉDITORIAL

Sincèrement

Oui, sincèrement, comment le Premier ministre israélien peut-il croire et laisser croire que son pays n'hésitera pas à recourir seul aux moyens les plus extrêmes afin d'empêcher l'Iran d'accéder à l'arme nucléaire si telle est effectivement la volonté de ses dirigeants ? Sans même parler du risque démesuré que prendrait son pays en bombardant les sites où les autorités de Téhéran enrichissent leur uranium, comment pourrait-il expliquer au reste du monde que son pays refuse à l'un de ses voisins un droit qu'il s'est lui-même octroyé ?

Un tel comportement pourrait, à la rigueur, se comprendre si Israël ne possédait pas lui-même l'arme suprême. Mais chacun sait que le pays détient, et depuis fort longtemps, un certain nombre de têtes nucléaires, autrement dit qu'il a commis par anticipation le pêché qu'il reproche à son voisin de commettre aujourd'hui. Et cela contribue à fausser le débat de façon telle que la cause juste qu'il défend – sa propre existence – finira par se retourner contre lui.

En agissant comme il le fait, le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu commet l'erreur fatale de croire que l'arme nucléaire confère à celui qui la détient un pouvoir réel. Vrai à l'époque de la Guerre froide, où les grandes puissances avaient forgé le concept de la dissuasion pour se neutraliser mutuellement, ce pouvoir n'existe plus que sur le papier. Et l'on verra dans un futur proche les Nations dotées de ce type d'armement – les États-Unis, la France, la Grande-Bretagne, la Russie, la Chine – y renoncer progressivement tant son intérêt stratégique se révèle incertain et le coût de son entretien élevé.

L'on ne saurait reprocher de tout mettre en œuvre pour se protéger à un peuple qui vécut les horreurs de la Shoah et qui s'est battu courageusement pour construire un État. Mais Israël ne garantira sa sécurité qu'en formant avec ses voisins immédiats une communauté régionale dont chacun tirera de grands avantages. C'est ainsi et pas autrement que la France et l'Allemagne ont mis fin à plus de mille ans d'affrontements. C'est ainsi et pas autrement qu'Israël, l'Iran, la Syrie, le Liban, la Jordanie mettront fin aux conflits qui les divisent.

Qui a une voix suffisamment forte pour rappeler cette évidence avant que de nouvelles violences se déchainent dans cette partie du monde ?

Les Dépêches de Brazzaville

PARTI CONGOLAIS DU TRAVAIL

Le bureau politique condamne « les détracteurs » du Congo

Réuni en session ordinaire à Brazzaville, la sixième du genre, du 30 septembre au 1^{er} octobre, le bureau politique du Parti congolais du travail (PCT) a stigmatisé « les manœuvres dilatoires des détracteurs de la République ».

Après l'examen des deux principaux points inscrits à son ordre du jour – à savoir : la synthèse de sa dernière réunion et le rapport d'activité du secrétariat permanent pour la période d'avril à août –, le bureau politique a constaté avec satisfaction que le secrétariat permanent avait abattu un travail énorme pour organiser les congrès constitutifs des organisations uniques des jeunes et des femmes. « Le parti s'est doté de structures d'encadrement et de mobilisation des jeunes et des femmes : cela était une recommandation du dernier congrès et le bureau politique s'en féli-

cite », a déclaré le porte-parole du parti, Serge Michel Odzocki. S'agissant du recensement administratif spécial en cours dans le pays, le bureau politique, a-t-il poursuivi, se réjouit de la manière dont il se déroule et appelle les Congolais à s'inscrire sur les listes électorales, condition sine qua non pour pouvoir voter.

Examinant le contexte national et international dans lequel s'est tenue la réunion, le bureau politique du PCT a dénoncé « les manœuvres dilatoires des détracteurs de la République » depuis l'étranger, comme la manipulation de l'opinion, la désinformation, l'intoxication, etc., visant à déstabiliser les institutions de la République, à dénigrer les autorités, et singulièrement le président de la République.

Face à cette campagne, le bureau politique du PCT s'est félicité du sursaut des partis de la majorité

présidentielle qui ont répliqué en organisant des meetings de dénonciation et de soutien au président de la République à travers le pays, notamment à Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et bientôt à Ouessou, pour fustiger cette attitude dont est victime le pays aujourd'hui.

Il a exhorté les militants à redoubler de cohésion afin de contrer ces manœuvres. « Le contexte sociopolitique dans lequel nous agissons aujourd'hui est fait de beaucoup de manœuvres de celles et ceux qui ne veulent pas voir le pays aller de l'avant », a renchéri Serge Michel Odzocki. Le bureau politique a lancé un appel aux membres du parti, aux cadres, aux sympathisants à faire preuve de cohésion et de vigueur face à toutes ces manœuvres afin que la vision du parti puisse être expliquée auprès des masses.

Jean-Jacques Koumba

UPADS

Des sanctions pour ceux qui usurpent la dénomination du parti

Le secrétariat national de l'Union panafricaine pour la démocratie sociale (Upads) s'indigne du comportement de Jean Itadi et d'autres membres du parti qui continuent d'user malhonnêtement les symboles de l'organisation pour assouvir leurs ambitions personnelles, alors qu'ils avaient boycotté les travaux du congrès unitaire extraordinaire. Le dernier fait en date, indique la mise au point publiée le 30 septembre à Brazzaville, est la conférence de presse du collectif des partis signataires de la dé-

claration du 17 août 2012. Au cours de ces échanges avec la presse nationale et internationale, les symboles de l'organisation ont été présentés alors que l'Upads ne fait pas partie de ce collectif des partis de l'opposition.

Ce que met en cause le secrétariat national du parti, précise le document, ce n'est pas le contenu de la déclaration de ce collectif relatif à la parodie du procès du 4-Mars, qui est somme toute pertinent, mais l'usage de la dénomination « Upads » par

des membres qui n'en ont pas reçu mandat de la direction politique.

Rappelons que les participants au congrès unitaire extraordinaire du parti, qui s'est tenu à Brazzaville du 7 au 10 juin 2013, avaient adopté une recommandation relative à la protection de la dénomination, du logo, de l'emblème et de la devise du parti. Cette recommandation interdit à des tiers d'user de ces symboles sous peine de poursuites judiciaires et de sanctions disciplinaires.

Roger Ngombé

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

Comité de direction

Emmanuel Mbengué, Émile Gankama, Lydie Pongault, Bénédicte de Capèle, Ange Pongault, Charles Zodiolo, Gérard Ebami-Sala, Philippe Garcia.

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire des rédactions : Jocelyn Francis Wabout
Secrétaire des rédactions adjoint :
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodiolo, Clotilde Ibara, Norbert Biembédi

Rédaction de Brazzaville

Rédacteurs en chef : Guy-Gervais Kitina, Thierry Nounougou
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service)
Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service),

Jean Jacques Koumba, Josiane Mambou Loukoulou

Service Économie : Nancy France Loutoumba (chef de service) ; Lopelle Mboussa Gassia, Firmin Oyé

Service International : Nestor N'Gampoula (chef de service), Yvette Reine Nzaba, Tiras Andang

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Hermione Désirée Ngoma, Rosalie Bindika

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya

Service Enquête : Quentin Loubou (chef de service), Rock Ngassakys

Chronique littéraire : Meryll Mezath (chef de service), Luce Jennyfer Mianzoukouta

Rédaction de Pointe-Noire

Rédacteur en chef : Faustin Akono

Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara

Commercial : Méline Eta

Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire). Tél. (+242) 06 963 31 34

Rédaction de Kinshasa

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Coordonateur : Jules Tambwe Itagali

Politique : Alain Disso
Économie : Laurent Essolomwa

Société : Lucien Dianzenza
Sports : Martin Enyimo

Service commercial : Adrienne Londole
Bureau de Kinshasa : 20, avenue de la paix Gombe - Kinshasa - RDC - Tél. (+243) 015 166 200

Rédaction de Dolisie : Lucien Mpama

Maquette : Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okasso

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Responsable coordination et communication :

Rose-Marie Bouboutou

Directrice du Développement : Carole Moine

Rédaction de Paris
Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma
Comptabilité : Marie Mendy

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault

Secrétariat : Armelle Mounzeo

Chef de service : Abira Kiobi

Suivi des fournisseurs : Farel Mboko

Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso

Personnel et paie : Martial Mombongo

Stocks : Arcade Bikondi

Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ

Directeur : Charles Zodiolo
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Rodrigue Ongagna, Mildred Moukenga

Commercial Pointe-Noire : Méline Eta Anto

DIFFUSION

Directeur : Philippe Garcia

Assistante de direction : Sylvia Addhas

Diffusion de Brazzaville : Guyche Motsignat,

Brice Tsébé, Irin Mauakani

Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moumbélé Ngono

INFORMATIQUE

Directeur : Gérard Ebami-Sala

Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service),

Rively Gérard Ebami-Sala, Myck Mienet Mehdi,

Mbengué Okandzé

IMPRIMERIE

Directeur : Emmanuel Mbengué

Assistante : Dina Dorcas Tsoumou

Chef d'atelier : François Diatoulou Mayola

Service pré-presses et contrôle de qualité :

Eudes Banzouzi (chef de service)

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault

Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispian

Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphany Mozali

84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso, immeuble Les Manguiers

(Mpila), Brazzaville - République du Congo

Tél. : (+242) 06 930 82 17

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Hélène Ntsiba (chef de service), Sorel Eta, Astrid Balimba

LIBRAIRIE-GALERIE CONGO PARIS

Directrice : Bénédicte de Capèle

Responsable achats, logistique : Béatrice Ysnel

Responsable animation : Marie-Alfred Ngoma

Assistante : Laura Ikambi

23, rue Vaneau - 75007 Paris - France

Tél. : (+33) 1 40 62 72 80

www.lagalericcongo.com

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale

www.lesdepêchesdebrazzaville.com

Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Gouesso,

immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville,

République du Congo

Tél. : (+242)05 532.01.09

Président : Jean-Paul Pigasse

Directrice générale : Bénédicte de Capèle

Secrétaire général : Ange Pongault

Bureau de Paris (France)

38 rue Vaneau 75007 Paris

Tél. : (+33) 1 45 51 09 80

SANGHA

Le GIEC de Pokola classé meilleur producteur d'ignames Bété-Bété

Pour avoir réalisé des résultats satisfaisants dans la production d'ignames Bété-Bété, le Groupement d'intérêt économique communautaire de Pokola (GIEC) a été distingué, occupant ainsi le 1er rang dans tout le département de la Sangha.



Sur les deux variétés d'ignames en expérimentation dans ce département, celle appelée igname de Gamboma et le Bété-Bété, une variété importée du Bénin, le GIEC de Pokola a été sacré plus grand producteur, dépassant largement sur la production attendue les localités de Mokéko, de Salapoumbé et de Sembé. Incontestablement, sur 49 kg de semences de qualité moyenne reçus, le GIEC Bosséka de Pokola est parvenu à produire environ 676,5 kg d'ignames Bété-Bété en sept mois seulement, à travers 18 billons de 12 m emblavés, dont sept plantés avec les têtes. Onze autres variétés ont été semées avec des mini sets, pour un total de 257 pieds récoltés, dont 177 issus de mini sets. Pokola doit cette grande productivité à la fertilité de son sol, mais surtout à la bonne conduite de la culture, remarquable à travers trois moments. Il s'agit de la confection des billons convenablement effectuée, notamment le sarclage exécuté de manière précoce ainsi que le tuteurage des plants réalisé tôt, avec des tuteurs suffisamment hauts.

Satisfaits du résultat obtenu avec certains tubercules pouvant atteindre 12 kg, les cinq membres du GIEC Bosséka de Pokola voudraient, avec l'appui du Projet de développement rural (Proder3), faire du Bété-Bété, l'igname de référence aussi bien de la localité de Pokola, que de l'ensemble du département de la Sangha. Ce, avec ses qualités organoleptiques appropriées et appréciées par la plupart des consommateurs.

Rappelons que le Proder3 couvre trois départements à savoir la Sangha, le Pool et la Likouala. Il est le troisième projet mis en place par le gouvernement avec l'appui du Fonds international de développement agricole (FIDA). L'un de ses objectifs est d'augmenter de manière significative et durable, la production et la productivité ainsi que le revenu des populations.

Firmin Oyé

AGRICULTURE

Douze cultivateurs seront en formation au village Elonta

Le Centre de formation et d'apprentissage agricole Elonta, situé à Makabandilou (dans le neuvième arrondissement), organise, à partir du 10 octobre, une formation sur les nouvelles techniques agricoles et notamment sur le goutte à goutte.

« Nous n'utilisons pas d'arroseurs, mais le système d'irrigation goutte à goutte. Le dispositif est composé de 1 684 « goutteurs » installés au pied des plantes. Il s'agit d'une technique utilisée dans les serres, grâce à laquelle on peut doubler, voire tripler, les plantations si les conditions sont réunies et contrôlées », a déclaré l'un des formateurs du centre, Edmond Baouamio. Outre cette technique de pointe, les agriculteurs acquerront des notions sur la culture vivrière et maraîchère, la pratique agricole et les mesures sanitaires et phytosanitaires. Le marketing commercial fait aussi partie des cours. « Ils seront logés, nourris et auront droit à une bourse, avant qu'une parcelle de terrain ne soit mise à la disposition d'abord de cinq exploitants à la fin de la formation », a poursuivi le formateur, indiquant que le critère de sélection est le baccalauréat parce qu'un exploitant agricole doit savoir aussi gérer son activité. À terme, le centre compte développer dans ses locaux des formations notamment en couture, maçonnerie, et menuiserie. L'objectif est de créer des emplois décents en vue de lutter contre la pauvreté. Le centre envisage d'élargir ses activités dans tout le pays en organisant des séminaires de perfectionnement afin de permettre aux exploitants de s'adapter aux nouvelles pratiques d'irrigation. Grâce à l'association humanitaire et de solidarité internationale dénommée Elikia, ce centre de formation et d'apprentissage agricole vient de bénéficier d'un appui financier de plus de 7 millions FCFA du ministère français des Affaires étrangères.

Lopelle Mboussa Gassia

PÊCHE ET AQUACULTURE

Un programme spécial pour résorber le déficit en poisson

Le projet « Poisson pour tous à l'horizon 2025 » vient d'être annoncé par le gouvernement afin de combler le déficit national de quarante mille tonnes de poisson, couvert jusqu'à présent par des importations. « Pour résorber cet important déficit, le président de la République nous a demandé de mettre en pratique le mot d'ordre "Poisson pour tous à l'horizon 2025" », a indiqué le ministre de la Pêche et de l'aquaculture, Bernard Tchibambelea.

L'idée figure dans la lettre de politique de la pêche et de l'aquaculture adressée par le chef de l'État au ministère le 26 juillet 2013. Dans le cadre de l'application de cette vision, le ministre de la Pêche et de l'aquaculture, accompagné d'une délégation de spécialistes, a récemment

amorcé des descentes dans les départements de la Bouenza et de la Lékoumou.

Au cours de son séjour de travail, il a décliné la stratégie de mise en œuvre de ce mot d'ordre du chef de l'État, qui comporte plusieurs volets. Le premier concerne la création de stations piscicoles dans chacune des 81 sous-préfectures du pays ainsi que dans les communes de plein et moyen exercices. Elles permettront de fournir des alevins et des aliments composés aux pisciculteurs et serviront également à l'encadrement technique des pisciculteurs et catalyseurs. Le programme envisage ensuite de soutenir la création, dans chaque département, d'au moins mille étangs de 25 hectares chacun.

Le ministère a demandé aux cadres du département de s'impliquer dans la mise en œuvre de ce

processus, en se référant au chef de l'État dont l'initiative dans ce domaine permet d'accroître significativement la production nationale. La mise en œuvre de ce programme devrait permettre, selon le ministère, de produire au moins 10 000 tonnes par département à l'horizon 2025. Ainsi, la production venant de la seule pisciculture atteindrait au moins 150 000 tonnes. Elle permettra au pays d'être autosuffisant, puis d'exporter une partie de la production.

Ce programme fait désormais partie des préoccupations du gouvernement, engagé à réduire la dépendance alimentaire du pays vis-à-vis de l'extérieur. D'où l'insistance du ministre Bernard Tchibambelea qui a invité les cadres placés sous sa tutelle à ne ménager aucun effort pour la réussite de ce projet.

Thierry Nougou

ENSEIGNEMENT TECHNIQUE ET PROFESSIONNEL

Le ministre se félicite du démarrage des cours à Pointe-Noire

Après Brazzaville, le ministre de l'Enseignement technique, professionnel, de la Formation qualifiante et de l'Emploi, Serge Blaise Zoniaba, a visité certains établissements, le 2 octobre.

Contrairement à Brazzaville, le démarrage des cours à Pointe-Noire dans les établissements visités – le lycée Poaty-Bernard, le lycée technique commercial de l'OCH et l'institut technique Thomas-Sankara – est satisfaisant : le personnel enseignant et administratif ainsi que les élèves sont bel et bien présents dans les écoles au deuxième jour de

étaient au rendez-vous. « Nous sommes venus vous encourager à bien commencer l'année scolaire. Le message essentiel que nous vous donnons, c'est celui de l'effort, car le Congo de demain, c'est vous qui êtes là en pleine formation. Ayez confiance en vos professeurs, en vous-mêmes et soyez engagés pour passer en classe supérieure à la fin de l'année. Pour ceux qui sont en classe d'examen, armez-vous dès à présent d'atouts intellectuels à travers la formation que vous allez recevoir pour bien affronter

banditisme et la paresse, mais pour apprendre le savoir-faire et le savoir-être qui feront de vous les hommes dignes de demain dont le pays a besoin, a déclaré le ministre, ajoutant : [...] sur le marché d'emploi, c'est celui qui est compétent qui a plus de chance d'être embauché. Donc par la triche et la fraude, on ne peut pas réussir. »

Après la visite des classes, le ministre s'est entretenu pendant quelques heures avec le personnel administratif et enseignant sur trois sujets essentiels : le fonctionnement administratif, pédagogique, et la gestion du patrimoine. Quelques voix se sont élevées, notamment au lycée technique commercial et à l'institut Thomas-Sankara, pour évoquer un manque de matériels et de bâtiments afin d'assurer des enseignements dignes de ce nom. Répondant à toutes les doléances, le ministre a rappelé les efforts du gouvernement pour que, petit à petit, les choses s'améliorent : certains contrats sont en discussion et les fournisseurs ont été déjà identifiés. « Prenez votre mal en patience, les choses vont s'améliorer », a-t-il conclu.

Notons que le ministre était accompagné dans sa tournée des responsables départementaux de l'enseignement technique et professionnel qui ont accueilli avec satisfaction la présence du ministre à Pointe-Noire en ce deuxième jour de rentrée scolaire. Les personnels administratif et enseignant ainsi que les élèves ont le sentiment d'être suivis par la hiérarchie, et qu'aucune complaisance ne sera tolérée dans le travail.

Faustin Akono



Le ministre saluant le personnel de l'Institut technique Thomas Sankara

la rentrée scolaire. Les absences signalées ici et là n'ont pas empêché les enseignants de commencer avec les notions préliminaires annonçant la reprise des cours. Au lycée Poaty-Bernard, par exemple, une vingtaine d'enseignants sur les 38 attendus étaient présents à leur poste de travail. Même chose au lycée technique commercial de l'OCH où sur 1 023 élèves attendus, 569 étaient présents. À l'institut technique Thomas-Sankara, près de 42% du personnel enseignant et administratif ainsi que les élèves

l'épreuve », a dit le ministre.

Ne faites pas honte au pays !

Dans son discours aux élèves des trois lycées, Serge Blaise Zoniaba a souligné qu'il était temps que les élèves se réveillent pour éviter de faire honte au pays. En effet, il y a à peine deux semaines, les évaluations d'étudiants congolais réalisées en Namibie ont donné des résultats catastrophiques. « Ce genre de chose devrait cesser : vos parents vous envoient dans ces établissements non pas pour apprendre le

Deux nouvelles Caisses MUCODEC à Pointe-Noire

La Fédération des MUCODEC a procédé les vendredi 20 et samedi 21 septembre à l'inauguration des Caisses Locales Tchimbamba et Tchikobo dans la ville océane. Les deux cérémonies ont aussitôt été suivies de deux Assemblées Générales Constitutives avec élections des membres du Conseil d'Administration des Caisses inaugurées. Acteur important de la vie économique de notre pays, les MUCODEC poursuivent leur développement vertigineux et leur croissance inexorable. A ce jour, elle compte environ 300.000 sociétaires, pour plus de 50 Caisses Locales réparties sur l'ensemble du territoire national. Accompagnant ainsi tous les congolais quelque soit leur lieu d'habitation. Au cours de ces deux inaugurations, l'on a pu noter la participation massive des sociétaires de Tchimbamba et Tchikobo qui ont répondu promptement à l'invite de leurs Caisses. Auprès d'eux, d'autres invités de marque ainsi que de nombreux responsables d'entreprises ont honoré de leur présence la cérémonie. Venus de Brazzaville, les membres du Bureau Fédéral, présidé par Bienvenu MAZIEZOULA, ainsi que les cadres de la Direction Générale, conduit par Gérard LEGIER, se sont relayés afin de présenter officiellement les nouvelles Caisses Locales du réseau MUCODEC, Tchimbamba et Tchikobo.

Tchimbamba honoré

Naguère situé sur la route de la frontière, le Point de vente Tchimbamba dessert les sociétaires de Ngoyo, des quartiers de l'aéroport, de Mpita, de Mayinga, de Côte-Matève, etc. Pendant trois ans, il a servi de poste avant-gardiste visant à décongestionner la CLM Centre-ville à laquelle il était relié. Très vite, son environnement économique truffé d'entreprises et d'un personnel actifs lui confère suffisamment d'atouts à telle enseigne que la transformation de ce modeste Point de vente s'impose.

Le 13 mai 2013, les 4 salariés déménagent pour s'établir à quelques encablures de leur ancienne agence, sur l'avenue de l'aéroport vers l'Hôtel le Ruisseau. Le cadre est spacieux, moderne et surtout

conforme à l'architecture désormais stylée MUCODEC. Bâtiment à un étage, on trouve au rez-de-chaussée 3 bureaux, 5 guichets, une salle informatique et des espaces techniques. À l'étage, on compte 4 bureaux, 2 guichets sup-



plémentaires, une salle de réunion, un réfectoire. Un bâtiment annexe abrite le groupe électrogène et une salle d'archives. Quant au parking, il peut contenir une dizaine de véhicules. Le standing ici est soutenu par un jardin dont la bonne tenue rehausse la splendeur des lieux.

Naissance d'une CLM

Aux allocutions du Directeur Général et du Président Fédéral succèdent la coupure du ruban symbolique par le directeur de Cabinet du Maire de l'arrondissement n°1 de Pointe-Noire. Lui-même sociétaire des MUCODEC, il ne cache pas sa joie et affirme que le 1^{er} arrondissement Emery Patrice Lumumba compte désormais une structure financière de plus, signe de son dynamisme dans les affaires.

Dans l'après-midi, un autre événement a ponctué cette journée notamment l'Assemblée Générale

Constitutive. Elle s'apparente à la signature de l'acte de naissance d'un nouveau né. Cette cérémonie s'est déroulée au siège de la Délégation Régionale au Centre-ville en présence des responsables MUCODEC et des sociétaires. Selon les statuts,

Mbou Mvou-Mvou actuellement Elais.

Pour la petite histoire, Tchikobo est le nom d'une rivière qui serpente le centre-ville. Il y a encore quelques années, le cours d'eau s'illustrait par une vasière longtemps restée endé-

c'est à cette occasion que l'on élit les membres du Conseil d'Administration de la Caisse naissante. Pour Tchimbamba, 7 candidats se sont présentés pour 7 postes à pourvoir. Tous ont été déclarés administrateurs d'office. Un Comité de crédit a été formé. M. Armand Isaac INTOLI est le Président du Conseil d'Administration de la Caisse Tchimbamba. « Je vais m'inspirer des anciens pour le bien de la Caisse », a-t-il déclaré.

Tout nouveau, tout Tchikobo

Le lendemain samedi 21 septembre, le tour est revenu à Tchikobo d'accueillir ses hôtes. De toutes les nouvelles Caisses Locales MUCODEC, celle-ci est sans doute la plus singulière. Ici, pas de construction impressionnante, juste un réaménagement idoine au sein d'un bâtiment historique situé au cœur du centre-ville de Pointe-Noire à savoir l'immeuble abritant l'ex hôtel

mique. D'ailleurs, Tchikobo est la désignation en langue vili d'une zone vaseuse et marécageuse. Des efforts des autorités publiques à assainir ce relief ont finalement fini par transformer les alentours en une citée résidentielle sans pour autant altérer la mémoire des lieux. Au nom de cette histoire et pour la postérité, les MUCODEC se sont inspirées, comme pour les autres Caisses d'ailleurs, en baptisant leur nouvelle agence du nom de la vasière à jamais vaincue.

Des défis légitimes à relever

Ouvert le 1er juillet 2013, Tchikobo se dresse sur les cendres du Point de vente Mbou Mvou-Mvou naguère rattaché à la Caisse mère Centre-ville. En changeant de nom et de bâtiment, il s'est fixé un ambitieux défi : celui de passer du statut de Point de Vente à celui de Caisse Locale, défi relevé et pari gagné. La toute

nouvelle Caisse Locale Tchikobo compte 5 guichets, 5 bureaux, une salle de réunion, 5 DAB (Distributeurs Automatiques de Billets à lancer bientôt) et un hall pouvant contenir jusqu'à 100 personnes. Une densité économique et hautement stratégique.

En quelques mois, sans l'aide des structures d'appui propres aux Caisses Locales, Tchikobo est parvenu à se constituer une clientèle sellette de trois cent sociétaires. Favorisé peut-être par son positionnement sur l'avenue Charles De Gaulle, ce qui lui offre un environnement attrayant et un bon vivre grâce à la présence des entreprises alentours.

En effet, de la climatisation à sa mezzanine huppée en passant par ses mesures de sécurité Hi-tech qui riment habilement avec son design très moderne, Tchikobo est une agence à la hauteur des activités ayant cours dans sa zone.

Après la série des allocutions par le Président du Bureau fédéral de la Délégation Roger Boudimbou, suivi du Directeur Général Gérard Légier et du Président Fédéral Bienvenu MAZIEZOULA, la coupure du ruban a été faite par le Chef de cabinet du Maire du 1^{er} arrondissement. L'après-midi, une Assemblée Générale Constitutive clôt la journée. Un Conseil d'Administration est élu, un Comité de crédit mis en place. Alexis Mayet, le nouveau président de la Caisse, clame son challenge : « susciter davantage d'adhésions à la Caisse Locale Mucodec Tchikobo ».

Un model de développement

Inspiré du model mutualiste français, Les MUCODEC ont repris un principe simple : associer des personnes physiques au sein d'un ensemble coopératif, afin de garantir collectivement les prêts individuels accordés aux sociétaires.

Les MUCODEC ont réussi en trente d'existence à :

- Valoriser et mettre en relation des ressources et savoir faire locaux ;
- Améliorer la situation des jeunes diplômés en matière d'emploi et de revenu ;
- Décupler la croissance économique au Congo ;
- Satisfaire les besoins et aspirations des congolais par la bancarisation du plus démunis.

Par le biais de ses Caisses Locales, elles participent au développement de projets locaux ou régionaux, souvent à vocation citoyenne, ce qui lui confère le statut d'acteur de développement.

Les MUCODEC sont assurément dans l'horizon bancaire de notre pays un model de développement qui fait l'unanimité. Elle fêtera d'ailleurs ses 30 ans l'année prochaine, c'est la preuve de sa solidité, de sa fiabilité et c'est un gage de sérieux. Cette institution redonne fierté aux congolais et son développement tend à prouver qu'il y a dans notre pays des entreprises qui perdurent et qui croissent.

Nous leur souhaitons longévité et que cette aventure débutée il y a de cela 3 décennies dure.



FORCES ARMÉES CONGOLAISES

Célébration de la Saint-Michel au camp militaire de la Base



Le colonel Fermeté Blanchard Nguinou prononçant le mot de circonstance

« Soldats d'élite du groupement para commando, dans la discipline, engageons-nous résolument à combattre les antivaleurs sous toutes leurs formes pour réussir l'accomplissement de nos nobles missions. » C'est la quintessence du message délivré par le commandant du Groupement para commando (GPC), le colonel Fermeté Blanchard Nguinou, lors de son mot de circonstance.

Les officiers, sous-officiers et militaires de rang se sont retrouvés avec les anciens les 28 et 29 septembre, autour du colonel Fermeté Blanchard Nguinou, pour une cérémonie particulièrement mémorable qui avait pour objectif de moraliser la vie du soldat d'élite selon le thème retenu. Cela, afin de rendre crédible l'action du GPC. Une occasion offerte au commandant du GPC de justifier, à travers la lecture des cinq piliers de la vision du chef d'état-major général des Forces armées congolaises (FAC), les concepts de discipline et d'honneur.

La cérémonie s'est déroulée en

présence du chef d'état-major de l'armée de terre, commandant de la zone militaire n°9, le général de brigade Gilbert Bokemba, après le dépôt d'une gerbe de fleurs sur la stèle des morts érigée en mémoire de tous les para commandos tombés en service. La première journée a été marquée par des activités diverses à commencer par une marche cadencée. S'en est suivie une exposition du matériel militaire (véhicules de transport de troupe et véhicules équipés-trans). Un autre fait marquant est l'exposition de photos représentant l'ancienne caserne du camp de la Base dans les années 50.

La journée du 29 septembre a été consacrée à d'autres activités notamment l'organisation d'une messe d'actions de grâces agrémentée par plusieurs chorales de la place, et la présentation au public de plusieurs pièces de théâtre pour illustrer les thèmes de cette année 2013. La cérémonie a été clôturée par une campagne d'émulation.

Guillaume Ondzé

Un cours spécial de perfectionnement pour des officiers comptables

Bien que les cours ont essentiellement concerné les comptables, cette session a également permis un rappel des notions de tactique et de formation générale. Elle s'est achevée le 2 septembre à Brazzaville. Le major de promotion a obtenu la moyenne de 16,91/20 tandis que le dernier a réalisé 12,01/20. La moyenne de la classe est de 14,22/20.

Permettre l'acquisition des connaissances du métier des armes et l'appréhension de l'organisation de la défense dans son environnement sous-régional et/ou international ; assimiler les valeurs fondamentales du métier d'administration et adhérer à ses obligations et devoirs ; comprendre les mécanismes de l'Administration et des finances publiques de l'État ; maîtriser les outils informatiques, internet, etc. ; favoriser l'accession aux grades et catégories supérieures de grades, tels étaient les principaux sujets inscrits dans les procédures du présent exercice.

Au terme des treize semaines de cette formation qui a démarré le 23 juin, le commissaire général de brigade, directeur général de l'Administration et des Finances, Ambroise Mopendza, s'est employé, dans son mot de clôture de stage, à formuler, à l'attention des stagiaires, des instructions pertinentes visant surtout la motivation, qui devra être mise en exergue par chacun, à son niveau d'emploi et à chaque instant, afin de relever ensemble les défis de la réhabilitation véritable de l'administration militaire. Interrogé par la presse sur la façon dont il entendait mettre en pratique ce qu'il avait appris, le major de la promotion, le lieutenant Claude Roger Dussaud, a déclaré : « C'est simple, il faut reproduire ce qu'on a appris, appliquer ce que l'on a appris. »

G.O.

ÉDUCATION

Deux écoles livrées au ministère de l'Enseignement primaire

Jean-Dominique Okemba, conseiller spécial et secrétaire général du Conseil national de sécurité, a remis du 30 septembre au 1er octobre, les établissements primaires construits dans les villages d'Otsendé et d'Ondebé au ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'alphabétisation, Hellot Matson Mampouya.

Ces écoles ont été construites à quelques kilomètres de la ville d'Oyo, dans le département de la Cuvette. L'établissement scolaire du village d'Ondebé est dénommé l'école Ghislain-Aristide-Okemba, et celui d'Otsendé, Jean-Dominique-Okemba. L'école d'Ondebé comprend deux bâtiments de trois salles de classe chacun, un bloc administratif et quatre logements pour le personnel enseignant. À Otsendé, deux bâtiments de trois salles de classe ont été réhabilités et un bâtiment a été construit par le conseiller.

Jean-Dominique Okemba a évoqué les distances qu'il parcourait dans son enfance pour se rendre à Edou. « Les bâtiments destinés aux écoles, aux logements des enseignants, aux dispensaires et aux logements des infirmiers de ces deux villages font désormais partie du patrimoine national du système éducatif et de santé du Congo », a-t-il indiqué.

Pour le ministre Hellot Matson

Mampouya, ces écoles permettent aux jeunes élèves d'apprendre dans un environnement propice à leur formation en vue d'en faire des acteurs du développement.

Il a émis le souhait que les résultats confortent cette perspective, en ajoutant que le ministère veillerait à ce que ces écoles ne manquent pas d'enseignants et bénéficient d'un suivi pédagogique en vue de déceler les meilleurs élèves.

Le chef du village d'Otsendé, Jean-

d'excellentes conditions », a-t-il souligné.

Outre la remise des établissements, les autorités locales ont réceptionné également deux centres de santé intégrée. À cette occasion, la marraine de ce projet de construction, Georgette Elisabeth Okemba, a fait un don de produits pharmaceutiques aux centres.

Notons que la cérémonie de remise de ces établissements s'est déroulée en présence de membres du



Un bâtiment de l'établissement du village d'Ondebé

Jacques Ngassaki, n'a pas caché sa satisfaction. « L'école d'Otsendé a été créée en octobre 1963 par les protestants. Sa construction aujourd'hui en matériaux durables rassure toute la population et permet à nos enfants d'apprendre dans

gouvernement, des autorités administratives et des anciens élèves d'Otsendé.

Le ministre de l'Enseignement a remis, pour sa part, du matériel didactique à l'école d'Ondebé.

Lydie Gisèle Oko

CENTRE SCOLAIRE L'ARCHE DE NOÉ

L'année scolaire placée sous le signe de la restauration des valeurs civiques

Situé en centre-ville de Pointe-Noire, dans le 1er arrondissement, Emery-Patrice-Lumumba, le centre scolaire L'Arche de Noé a organisé la rentrée scolaire en deux temps : la garderie et la maternelle ont ouvert le 1er octobre, et le cycle primaire, le 2 octobre.

À 7 heures du matin, élèves, personnel enseignant et administratif étaient réunis autour du mât pour la cérémonie de la montée des couleurs à laquelle a assisté Micheline Potignon Ngondo, la promotrice,

conformément aux instructions du ministère de la Jeunesse et de l'Éducation civique, engagé dans la restauration des valeurs civiques et morales. « L'éducation civique a été en quelque sorte mise en veilleuse dans notre pays. L'arrivée du ministre Anatole Collinet Makosso à la tête du département de l'éducation civique réveille les vieux réflexes que de nombreux Congolais commençaient à oublier. À L'Arche de Noé, nous voulons que les enfants s'imprègnent de ces principes d'éducation civique, mais aussi des

valeurs culturelles de notre pays. Dès le plus jeune âge, nous leur inculquons la discipline pendant la montée des couleurs afin qu'ils respectent le drapeau national où qu'ils se trouvent », explique-t-elle. La rentrée scolaire a été effective à L'Arche de Noé qui, le 1er octobre, a accueilli 180 élèves en garderie et maternelle sur les 189 inscrits ; 9 seulement ne se sont pas présentés pour des raisons diverses. En cycle primaire, la plupart des élèves inscrits ont répondu présents dans toutes les classes, du CP au CM, à la grande satisfaction de Marie-Josée Makaya, directrice de l'école : « Nous pouvons dire qu'à L'Arche de Noé, la rentrée a été effective puisque les enfants sont arrivés nombreux tout comme le personnel administratif et les enseignants. »

Pour la directrice de L'Arche de Noé, ce n'est pas une surprise. Depuis neuf ans qu'existe l'école, les parents d'élèves font confiance à l'équipe pour son sérieux : « Nous ne faisons pas de spots publicitaires pour attirer les élèves ; c'est à notre façon de faire, à notre sérieux que nous devons cette confiance. »

Hervé Brice Mampouya



Les élèves du centre scolaire L'Arche de Noé (© DR).



TerraTech
Le monde de l'informatique

AVENUE ALPHONSE FONDÈRE
IMMEUBLE C.N.S.S ROND POINT CITY
- REZ-CHAUSSEE,
CONGO-BRAZZAVILLE
TEL: 00242 06 8813434 - 00242 053813434
EMAIL: INFO@TERRATECH-CG.COM

Acer Aspire E1-531
Intel® B960 Processeur 2.2GHz, L3 Cache
Ecran HD Led 15.6
2GB DDR3 Memoire
500GB Disque Dur



296.000 T.T.C
GARANTIE 1 AN

Hp Cp1525 imprimante laser couleur



285.000 T.T.C
GARANTIE 1 AN

UNIVERSITE INTERNATIONALE DE BRAZZAVILLE

NOS ETABLISSEMENTS :

- Faculté de Droit et de Sciences Politiques (FDSP)
- Faculté des Sciences Economiques et de Gestion (FSEG)
- Faculté des Sciences et Technologies (FST)
- Formation continue (FC)

NOS DIPLOMES :

Licence en Droit et Science Politique

- Mention : Droit public et Science Politique
- Mention : Droit privé.

Master en Droit

- Mention : Carrières judiciaires
- Mention : Droit des Affaires.

Licence en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité et Finances Personnelles
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Master en Economie et Gestion

- Mention : Comptabilité, Contrôle et Audit
- Mention : Banque, Assurance et Finance

Licence en Sciences et Technologies

- Mention : Maths, Informatique Physique Chimie
- Mention : Science de la Terre et Environnement
- Mention : Hygiène, Sécurité et Environnement

FORMATION CONTINUE

FORMATIONS DE COURTE DUREE (9 MOIS MAXIMUM) OUVERTES AUX TRAVAILLEURS DU SECTEUR PUBLIC ET DU SECTEUR PRIVE.

- Diplôme d'Etudes Supérieures en Administration Economique et Sociale
- Diplôme d'Etudes en Administration Economique et Sociale



Adresse : Quartier de Libération, Section B, l'avenue L031V (Quartier International UAP), voir au fond de la promenade après le taxi

Contacts :
Service de la Scolarité : (242) 06 881 3434 / 05 550 47 45
BP : 154 Libreville Congo
Email : universite_uap@yopmail.fr
N° du compte bancaire : 90015 24201 101000000100
Banque Congolaise de l'Habitat (BCH) Brazzaville-Congo

DOSSIER D'INSCRIPTION EN PREMIERE ANNEE DE LICENCE :

- Attestation de Baccalauréat ou diplôme équivalent photocopiée et certifiée conforme à l'original
- Koléré des notes du Baccalauréat
- Extrait d'acte de naissance
- Une photo format Identité.

DATE D'INSCRIPTION : Dès maintenant

DEBUT DES COURS : Lundi 7 octobre 2013 à 8h

N.B. : Les mentions sont organisées sous réserve que les seuils d'ouverture soient atteints (10 étudiants et plus)

BUROTOP IRIS

Intégrateur de Solution


Communications Unifiées



DATA CENTER



Sécurité



Câblage Informatique



Système Informatique





BUROTOP IRIS
www.burotop.com - www.iris-technologie.com

BRAZZAVILLE : 4, Avenue Foch - Centre ville
BP : 14264 - Tél : 05 577 78 88 - 06 669 60 60
POINTE NOIRE : Rond point Kassai,
Avenue Moe Katt Matou
Tél : +242 04 453 53 53 - 06 958 87 88
République du Congo

KINSHASA : 24, Avenue Colonel Ebeya
Commune de Gombé
Tél : +243 992 884 888
République Démocratique du Congo

FELICITATIONS

aux **6 premiers gagnants d'Africamillions en Côte d'Ivoire, au Sénégal et en RDC** qui se partagent le **Méga Jackpot de 210 millions FCFA**

Ainsi qu'aux nombreux gagnants du **Congo** aux rangs inférieurs



Nouveau Jackpot
200 000 000 FCFA



Assurances et Réassurances du Congo

40^{ème} ANNIVERSAIRE
1973 - 2013



Soyez rassurés, vous êtes bien assurés

Assurances et Réassurances du Congo
A Brazzaville : 222 81 40 67 - A Pointe-Noire : 222 94 12 88 - Et chez tous nos agents généraux

40 ans d'Assurance d'Expérience d'Investissements dans l'économie congolaise

Soyons fiers de ce que nous avons bâti ensemble

Tél. : (242) 22 281 53 89 / 22 281 40 67 www.arc-congo.cg

Entreprise régie par le code CIMA

RELIGION

Le père Arathymos élu premier évêque du diocèse orthodoxe de Brazzaville et du Gabon

Le pape et patriarche du Patriarcat grec-orthodoxe d'Alexandrie et de toute l'Afrique, Théodoros II, a annoncé, dans une note adressée à l'ambassade de Grèce à Kinshasa, l'élection de l'archimandrite père Panteleimon Arathymos par le Saint et Sacré Synode du Patriarcat comme premier évêque du diocèse orthodoxe de Brazzaville (Congo) et du Gabon. Mgr Panteleimon Arathymos est l'évêque légal et canonique dudit diocèse et, de ce fait, représente devant toute autorité, tout service et toute organisation, son évêché, dans ses limites respectives, en Afrique et dans le monde, indique le document. Il possède tous les droits et tous les pouvoirs prévus par les canons de l'Église orthodoxe et du Patriarcat d'Alexandrie et de toute l'Afrique qui sont inscrits dans la pratique et les ordonnances découlant aussi de ses responsabilités et de sa dignité épiscopale. Il est rappelé que le père Panteleimon Arathymos était jusqu'à présent secrétaire en chef du Sacré Synode et évêque du diocèse orthodoxe de Brazzaville et du Gabon créé en 2010.

Par ailleurs, sur le territoire congolais, et précisément à Brazzaville, il existe plusieurs paroisses orthodoxes dont les rites sont différents.

Fortuné Ibara

SOLIDARITÉ

La deuxième journée du volontariat français fêtée à Dolisie

La cérémonie a eu lieu, le 30 septembre, dans la salle de mariage de la mairie centrale, en présence des représentants de la ville, des membres de l'association France volontaires et d'invités. L'événement a été célébré sur le thème « Éducation pour tous à Dolisie ».

Il était question pour l'association France volontaires de mettre en avant et de rassembler les acteurs du développement afin de promouvoir le volontariat français au Congo, de créer un cadre d'échange et de concertation entre les acteurs du volontariat français, d'informer et d'orienter les personnes et les structures intéressées par le volontariat, de valoriser l'action des volontaires sur le terrain, et de mettre en relation l'offre et la demande en matière de volontariat français. La journée a été caractérisée par des témoignages sur l'expérience et les activités de deux membres de l'association France volontaires au Congo Brazzaville et en République démocratique du Congo, ainsi que par la projection de films relatant les actions de cette association.

Après avoir exprimé sa gratitude

à la représentation nationale de France Volontaires pour le choix porté sur Dolisie, la troisième ville du Congo, pour la célébration de cette journée, Gilbert Awandza, administrateur maire du deuxième arrondissement, a indiqué : « Cette journée constitue une occasion de saluer la contribution du mouvement associatif français dans la gestion des déchets domestiques de la ville notamment par la signature le 20 janvier 2012 d'une convention de partenariat entre la commune de Dolisie et le Groupe de recherche d'échanges technologiques de France visant la mise en œuvre du projet de renforcement des capacités de la mairie et de la société civile, en vue de l'amélioration des services de base (Promaïss) », a-t-il déclaré.

S'exprimant à son tour à l'occasion de cette journée, Moussa Bah, représentant national de France volontaires pour les deux Congo, a expliqué que la mobilisation des volontaires auprès des populations participe à l'organisation, à la structuration de la société civile et à la réalisation de projets de développement. Ceux-

ci interviennent dans les domaines de la santé, l'éducation, la formation professionnelle, la décentralisation, le développement local, l'assainissement, l'hydraulique, l'environnement, le droit et la citoyenneté. « Créée sur le socle de l'Association française des volontaires du progrès (Afvo) et lancée officiellement le 1er janvier 2010, France volontaires est la nouvelle plate-forme associative française dédiée à la promotion des volontariats internationaux d'échanges et de solidarité (Vies) », a-t-il indiqué. Signalons que c'est en 1974 que les premiers volontaires sont arrivés au Congo Brazzaville. Et c'est à Pointe-Noire que fut célébrée le 1er octobre 2012 la première édition de cette journée. L'idée de commémoration a été retenue en 2009 lors de la signature de la convention cadre de partenariat entre le ministère des Affaires étrangères et européennes et les associations françaises de volontariat. La fin de cette journée a été marquée par la distribution de près de trois cents kits scolaires à plus de trois cents enfants de Dolisie.

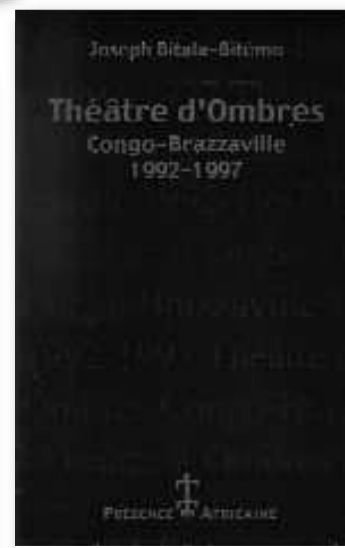
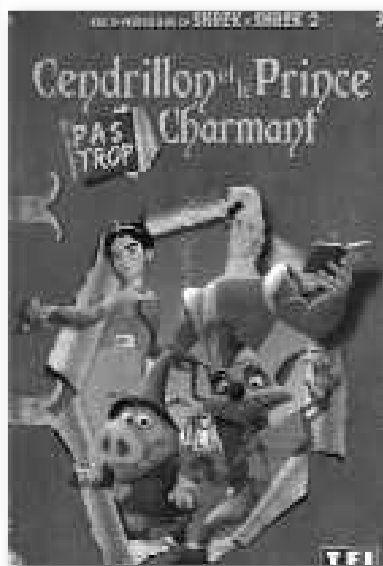
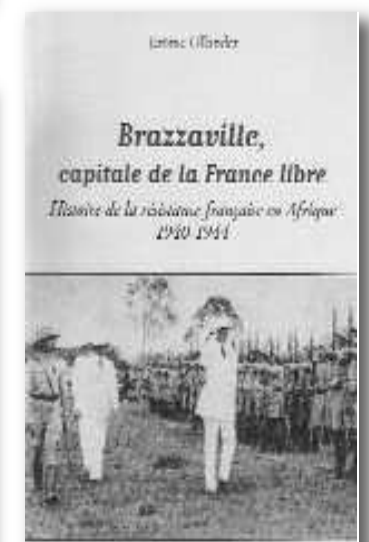
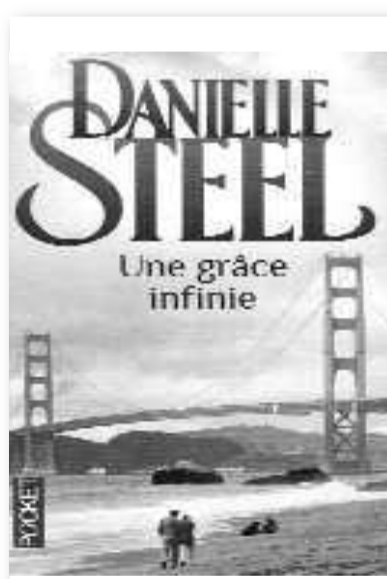
Séverin Ibara

IN MEMORIAM



6 octobre 2010-6 octobre 2013, trois ans déjà que Dieu rappelait à lui son fils Daniel Okoua Gakosso. Ainsi la veuve Okoua Gakosso, les enfants Okoua Gakosso, M. Willy Mbossa et la famille informent les parents amis et connaissances qu'en mémoire de leur époux, père et frère, des messes vont se dérouler en ce jour mémorable du 6 octobre 2013 à 6 heures 30 minutes dans les paroisses : Saint Grégoire de Massengo, Sainte Marie de Ouenzé, Saint esprit de Moungali, et Sainte Anne de Poto-Poto. À tous, gardons une pensée pieuse à l'endroit de l'illustre disparu.

EN VENTE À LA LIBRAIRIE DES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE



Déclaration du chef de la délégation de la République du Congo

Son Excellence Monsieur Basile Ikouébé au débat général de la soixante-huitième session ordinaire de l'Assemblée générale de l'organisation des Nations Unies New York, 27 Septembre 2013

Monsieur le Président, Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs de délégations,

Mesdames et Messieurs.

Au début de cette semaine, à l'ouverture du débat général, la communauté internationale a fermement condamné les odieux attentats qui ont une fois de plus frappé le Kenya, victime d'une situation qui doit donner à réfléchir sur notre capacité de prévention, de gestion et de règlement des conflits.

Car le drame du Kenya, c'est d'être situé dans le voisinage d'un territoire, la Somalie, trop longtemps livrée aux groupes terroristes.

La leçon à tirer, c'est d'éviter tout vide qui sert de terreau fertile aux menses les plus subversives.

Voilà pourquoi, en Afrique Centrale, les Etats membres de la CEEAC ont promptement réagi au risque de somalisation de la République Centrafricaine, malgré des moyens limités.

La concertation que viennent de tenir ici à New York le 25 septembre sur la crise humanitaire en RCA les partenaires de ce pays meurtri, indique clairement que la communauté internationale a pris la mesure de l'enjeu, en décidant de s'engager résolument à assister la RCA sur les plans politique, sécuritaire, économique et financier et lui assurer une transition réussie, comme au Mali. Ainsi au-delà même de l'urgence humanitaire, il faut apporter à la RCA toutes les ressources nécessaires à la restauration de l'autorité de l'Etat, au fonctionnement même de son administration, à la relance de l'économie, à la préparation des élections. Une force internationale de soutien à la Centrafrique, la MISCA, sous conduite africaine se met en place, et nous encourageons le Conseil de Sécurité à adopter rapidement une résolution appuyant cette initiative pour créer les conditions de la restauration de la paix et de la sécurité, garanties de la nécessaire stabilité et de la mise en œuvre de cette feuille de route.

En tant que médiateur et Président du comité de suivi de cette crise, le Congo ne peut que se féliciter d'une évolution aussi encourageante. Il reste de joindre l'acte la parole.

Monsieur le Président,

En signant l'Accord-cadre pour la paix, la sécurité et la coopération pour la République démocratique du Congo et la région des Grands Lacs, le 24 février 2013 à Addis Abeba, le Président Denis Sassou N'Guesso a voulu réaffirmer son engagement pour une politique extérieure visant la paix, la sécurité dans le monde, en général et en Afrique, particulièrement dans la sous-région des Grands Lacs et de l'Afrique Centrale. Pour ce faire, il a toujours privilégié la recherche des solutions pacifiques et sa disponibilité dans cette quête n'a jamais été démentie. En témoignent les diverses consultations qu'il a initiées dans le cadre



Basile Ikouébé

de la mise en œuvre de cet accord-cadre et les sollicitations dont il est l'objet.

C'est dans ce contexte que le Congo se félicite des conclusions de la deuxième réunion des Etats parties à l'Accord-cadre tenue ici le 23 septembre et salue le leadership du Secrétaire Général de l'ONU, tout en appelant à l'aboutissement des pourparlers de Kampala.

Monsieur le Président,

Il y'a deux ans à peine, nous saluons la vague des soulèvements populaires, dits « Printemps arabes », qui entraînent la chute de certains régimes politiques dans le monde arabe, parfois par la force des armes. Nous avons salué ces mouvements autant que nous l'avons fait des formidables changements qui ont bouleversé le paysage de l'Europe après la chute du mur de Berlin en 1989.

Aujourd'hui, au regard des développements survenus dans certains de ces pays dont les populations aspiraient et aspirent encore légitimement à la liberté, à la démocratie et à la justice sociale, je ne puis m'empêcher de rappeler les propos que j'avais tenus ici même, à cette tribune, lors de la 66ème session. J'invitais alors à plus de circonspection et de prudence, convaincu que le renversement d'un régime politique ne confère pas nécessairement la liberté et la démocratie, car celles-ci se conquièrent et se nourrissent d'autres conquêtes qui ne sauraient être imposées de l'extérieur.

Ces situations que nous venons d'évoquer sont, à cet égard, pleines d'enseignements, non seulement du fait de l'instabilité interne qui en découle, mais aussi et surtout en raison de leurs conséquences néfastes sur la paix et la sécurité régionales et internationales. C'est le lieu d'évoquer les autres

défis à la paix et à la sécurité internationales que posent notamment la tragédie syrienne qui se déroule implacablement sous nos yeux, l'insoutenable conflit israélo-palestinien qui a consumé tant de vies humaines, d'énergie et de temps.

Concernant la situation en Syrie, ma délégation condamne avec fermeté l'utilisation des armes chimiques et se félicite de l'adhésion du gouvernement syrien à la Convention pour l'interdiction des armes chimiques et de sa décision de placer sous contrôle international son stock d'armes chimiques en vue de leur destruction.

Toutefois, elle estime que seule une issue politique pourrait mettre un terme au martyre du peuple syrien et à cette guerre fratricide qui a déjà coûté la vie à plus de 100.000 personnes. C'est pourquoi le Congo salue l'accord américano-russe qui constitue les prémices de cette démarche qui, comme nous l'espérons, pourrait réunir dans un prochain avenir les protagonistes syriens et toutes les parties concernées autour d'une table dans le cadre d'une conférence pour la paix en Syrie. Nous estimons ici, une fois de plus, qu'il faut privilégier une solution pacifique.

Au moment même où la Syrie consent à éliminer son stock d'armes chimiques, il me paraît opportun de rappeler l'une des menaces les plus graves pour l'humanité qu'est le péril nucléaire. Il est en effet urgent que les Etats dotés de l'arme nucléaire tout autant que ceux qui détiennent d'autres armes de destruction massive, telles les armes biologiques, mettent en œuvre des mesures concrètes permettant d'éliminer ces arsenaux et de progresser vers un réel désarmement, tout en veillant à la prohibition de la prolifération nucléaire à des fins militaires.

L'année dernière, le Congo s'est associé à la décision historique de l'Assemblée générale de conférer le statut d'Etat non membre observateur de l'ONU à la Palestine. Il s'agissait en l'occurrence d'un acte symbolique salué par la quasi-unanimité de cette auguste assemblée. L'initiative américaine visant à relancer les pourparlers israélo-palestiniens mérite le soutien de l'ensemble de la communauté internationale. Ici également, le Congo encourage le dialogue et la carte tout recours à la force. !

Sur ce chapitre des crises politiques, dans cet esprit de paix et de justice, comment ne pas demander la levée de l'embargo injustement imposé au peuple cubain depuis cinq décennies ? Cette décision unilatérale est contraire aux principes et valeurs de la Charte des Nations Unies et à un ordre international basé sur l'Etat de droit.

Monsieur le Président,

Les effets néfastes de la crise économique et financière qui a secoué le monde récemment sont loin d'avoir été conjurés, même si nous pouvons observer, ici et là, quelques signes de frémissement qui malheureusement, ne sont pas de nature à relancer une croissance soutenue. Les progrès enregistrés par une quarantaine de pays en développement ont certes permis un certain rééquilibrage des pouvoirs, comme l'indique le rapport 2013 sur le développement humain. Cependant, les fruits de la croissance sont inégalement répartis. De même, les disparités au sein d'un même pays et entre pays riches et pauvres posent encore la problématique des inégalités et de la justice sociale, souvent à l'origine de la rupture de la paix sociale. D'ici 2015, nombreux sont les pays africains qui n'auront pas atteint les objectifs du millénaire pour le développe-

Congo, le ministre des Affaires étrangères et de la coopération

ment.

En ce qui concerne mon pays, des progrès significatifs dans la réalisation des OMD s'observent au niveau notamment de ceux relatifs à l'éducation et à la santé maternelle et infantile, grâce aux nombreux efforts et initiatives que le Gouvernement a menés à travers, la suppression des frais scolaires, la gratuité des manuels, l'ouverture de cantines scolaires, le recrutement des enseignants, la gratuité de la césarienne, des vaccins et des traitements anti-retro-viraux.

Néanmoins, certaines lenteurs sont observées dans la progression de la lutte contre la pauvreté et la promotion d'emplois décents. Toutefois, la lutte contre la pauvreté reste une préoccupation majeure à laquelle le Gouvernement accorde un intérêt prioritaire, à travers des programmes d'investissements touchant la santé, l'éducation, la formation professionnelle, les équipements collectifs.

Nous avons donc des raisons d'espérer des avancées d'ici à 2015. Le contexte national s'y prête. La République du Congo jouit d'une stabilité certaine et d'un environnement économique favorable. La paix s'y est installée durablement. Le processus démocratique se consolide, nourri par un dialogue régulier entre opposition et majorité pour des scrutins apaisés. En outre, le pays dispose d'un cadre global harmonieux pour mettre en œuvre sa politique de développement axée sur la modernisation et l'industrialisation du pays grâce à la mise en œuvre du Plan National de Développement 2012-2016.

L'évolution favorable des prix des produits pétroliers et d'autres ressources naturelles comme le bois a permis au pays d'enregistrer des taux de croissance économique importants, plus de 5% en moyenne par an depuis 2010, alors que le taux d'inflation est maîtrisé. Cette embellie économique favorise en particulier les revenus de l'Etat qui

sont en augmentation constante. La République du Congo a également bénéficié d'une annulation substantielle de sa dette avec l'accession au point d'achèvement de l'initiative PPTE en janvier 2010 et peut, dorénavant, disposer de plus de ressources en faveur des programmes de développement nationaux, notamment dans les secteurs sociaux.

Les réformes structurelles entreprises dans le cadre de la Facilité Elargie de Crédit ont permis de réaliser des progrès fondamentaux dans la gestion des finances publiques et dans la stabilisation macro-économique et implique également la bonne santé de l'économie nationale.

Ainsi grâce à ces efforts, les taux de croissance économique très importants projetés pour les deux années à venir et avec respectivement 12,3% en 2014 et 14,8% en 2015, ainsi que les différentes réformes envisagées pour une administration plus performante, devraient permettre au Congo d'accroître la réalisation de la plupart des cibles des OMD d'ici l'échéance de 2015. Le gouvernement s'est résolument engagé à utiliser tous les moyens financiers et organisationnels nécessaires pour tenir ce pari.

Monsieur le Président, La Conférence de Rio+20 nous a défini les contours de « l'Avenir que nous voulons ». L'Ambassadeur ASHE qui fut un des co-facilitateurs du processus de Rio+20, aujourd'hui à la présidence de l'Assemblée Générale, est bien placé pour nous amener à « Planter le décor qui nous permettra d'embrasser cet horizon qu'est cet avenir de nos vœux ».

« L'Agenda de développement post 2015, plantons le décor » ; tel est le thème central de la présente session. Ce thème s'affiche comme une invitation à jeter les bases d'une autre vision du développement orienté vers l'éradication de la pauvreté et le développement humain.

Ma délégation convient avec lui qu'il s'agit de concevoir un programme ambitieux et audacieux qui tienne compte des défis nouveaux et émergents du développement et qui intègre mieux les dimensions économiques, sociales et environnementales du développement durable.

La République du Congo, pays du bassin forestier du Congo, ne peut que s'inscrire dans cette perspective. L'engagement du Congo pour le développement durable, tant au niveau national que régional et international est constant. C'est dans ce cadre qu'après avoir porté la voix de l'Afrique tout au long du processus de Rio+20, le Congo poursuit son engagement militant dans le cadre du groupe de travail ouvert sur les objectifs du développement durable. Ici, ma délégation voudrait souligner la nécessité d'élaborer des objectifs plus larges, plus profonds et plus transformateurs que les OMD, et concède que ceux-ci devraient constituer le point de départ des Objectifs du Développement Durable.

Une fois ces objectifs du développement durable définis, il restera la question vitale du financement du développement durable. C'est pourquoi, ce n'est pas sans intérêt que ma délégation attend du Comité d'experts sur le financement des ODD, une stratégie de financement efficace du développement durable.

Monsieur le Président, Il est regrettable que la question du changement climatique qui touche l'humanité tout entière, souffre encore de l'absence de consensus. Qu'il me soit permis de revenir sur un sujet de profonde préoccupation pour nos pays en développement. Il s'agit de la question du financement de la lutte contre le changement climatique qui doit demeurer un élément central de nos négociations. Pour notre part, nous insistons sur la nécessité de soutenir les pays en développement dans la mise en place d'un ré-

gime sobre en carbone et résilient au changement climatique pour contrer le problème planétaire auquel l'humanité fait face. Malheureusement la question de la finance climat reste entière, notamment avec l'expiration en décembre 2012 du calendrier prévu par les accords de Copenhague (2009), qui ont lancé une période de financement précoce «Fast Start » de 30 milliards USD par an et les incertitudes sur le financement à court et long termes.

En ce qui concerne le mécanisme REDD+, le Congo se félicite du consensus sur la nécessité de la participation de tous les pays, selon leurs capacités respectives et le contexte national, pour lutter contre la déforestation et la dégradation des forêts et augmenter les stocks de carbone forestier qui est responsable de plus de 20% des émissions totales de gaz à effet de serre.

Notre attachement à la conservation de la nature et à la protection de la faune nous conduit à mener une action énergique contre le phénomène du braconnage. C'est dans ce contexte que le Congo organisera l'an prochain une grande réunion internationale sur la lutte contre ce fléau à laquelle participeront les acteurs politiques et techniques impliqués dans la gestion de la faune, les pays acheteurs des produits de la faune, des organisations internationales ... Monsieur le Président,

Le monde a changé et il nous faut nous rendre à l'évidence des nouveaux défis géopolitiques qui ont favorisé l'émergence de nouvelles forces sur la scène internationale. Tout organisme vivant est appelé à évoluer. L'Organisation des Nations Unies que nous voulons plus transparente, plus dynamique et plus démocratique échappera difficilement à cette loi de la nature, sous peine de se scléroser et de devenir un instrument inefficace dans la promotion de la paix, du développement et des droits de l'homme. Comme le relevait déjà en 1963 le Président John F. Kennedy lors de la dix-huitième session de l'Assemblée générale, je cite « les Nations Unies ne peuvent survivre comme une organisation statique. Ses obligations s'accroissent aussi bien que sa taille. Sa Charte doit être changée ainsi que ses pratiques. Les auteurs de cette Charte n'avaient pas l'intention qu'elle soit gelée indéfiniment ».

La réforme des Nations Unies est donc urgente et possible. Elle doit se fonder sur des principes de démocratie, de justice, d'égalité. Dans cette optique, le cycle des négociations intergouvernementales sur la question de la représentation équitaine au Conseil de sécurité et de l'augmentation du nombre de ses membres et questions connexes doit aboutir dans un cadre consensuel à des résultats concrets. Cette réforme participera de la volonté de l'ensemble des Etats membres de faire de notre Organisation une institution porteuse des valeurs de modernité et ouverte sur l'avenir, un sanctuaire des constructeurs de l'avenir de ce monde. Un monde où les défis planétaires nécessitent des solutions globales concertées. Un monde qui se construit dans le socle de la solidarité, de l'unité, du respect mutuel, de la tolérance.

Je vous remercie



La salle de conférence

GUINÉE CONAKRY

La lenteur du dépouillement des résultats alourdit le climat politique en Guinée

Près de 72 heures après le scrutin législatif, les résultats provisoires n'ont pas encore été livrés par la Commission électorale nationale indépendante (Céni). Ce retard dans la diffusion des résultats fait monter le thermomètre au niveau des états-majors des partis politiques, et alourdit à nouveau le climat politique.

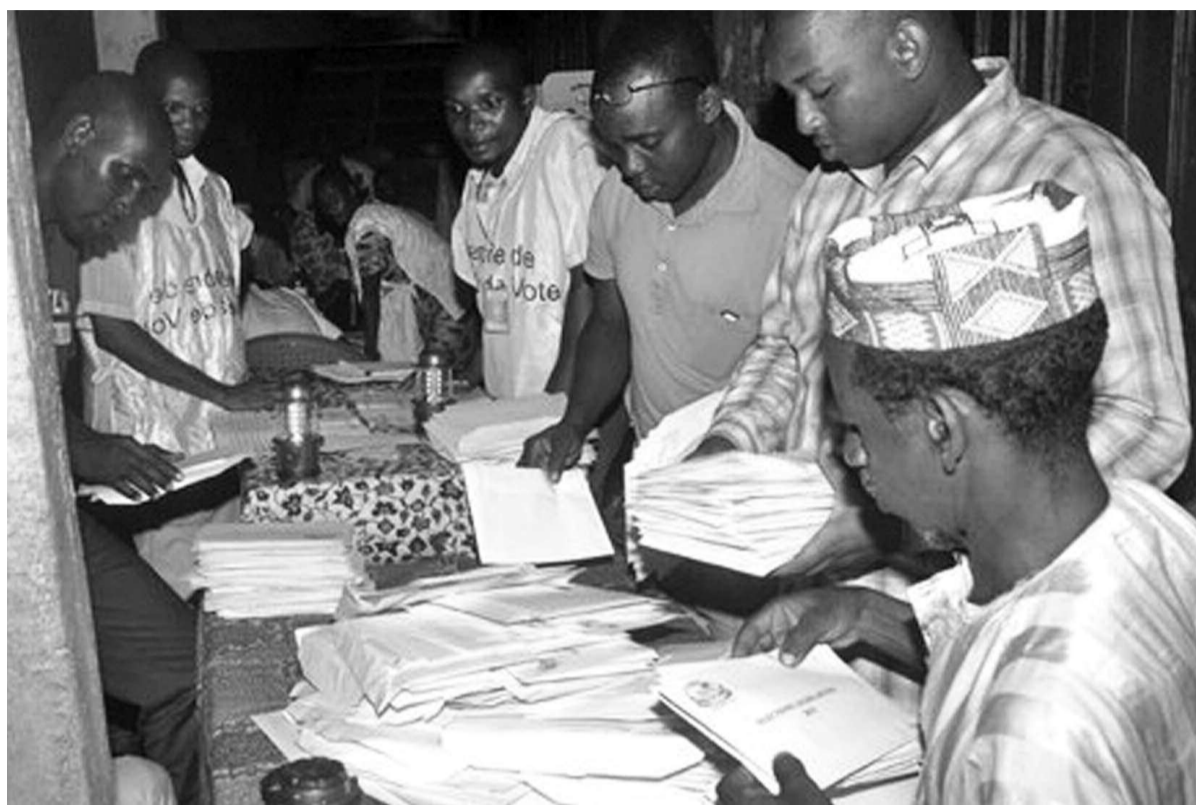
C'est ainsi que l'opposition, au terme d'une réunion de ses membres qui s'est tenue lundi, n'a pas hésité à accuser le gouvernement « d'immixtion » dans le processus électoral. L'opposition menace de ne pas reconnaître les résultats en cas de « tripotouillage ». Cellou Dalein Diallo, chef de cette opposition, et ses pairs ont mis l'occasion à profit pour hausser le ton, dénonçant « l'irrégularité » du processus, qu'ils recommandent de corriger.

Dans le camp de la mouvance présidentielle, le son de cloche est tout autre. Moustapha Naité, porte-parole du parti au pouvoir, a indiqué à la presse que le RPG-arc-en-ciel avait réussi une percée « significative » dans la majeure partie des circonscriptions électorales du pays. Le porte-parole de la mouvance s'est toutefois gardé de divulguer des chiffres, en soulignant que les

prérogatives revenaient à la Céni de diffuser les résultats des élections. Et d'ailleurs, la Céni a fait savoir le lendemain de ce scrutin, dans un communiqué, que « le dépouillement des votes se fera exclusivement par décompte manuel ».

Une opération qui devrait se faire en présence de l'ensemble des acteurs et parties prenantes au processus électoral, à savoir les partis politiques, les observateurs nationaux et internationaux et les membres de la Communauté internationale. La Céni a tenu à rappeler dans la même lancée que « conformément aux dispositions légales de la République, qu'elle est le seul organe habilité à proclamer les résultats provisoires du scrutin », et que « tout résultat n'émanant pas de cette institution doit être considéré comme non officiel et donc nul et de nul effet ». Face à l'impatience qui commence à gagner les populations, El Hadj Ibrahima Keita, vice-président de l'institution, a déclaré lundi que la Céni doit « disposer de tous les procès-verbaux des commissions administratives de centralisation pour procéder au recensement général des votes ».

Pour ce faire, « le délai légal de 72 heures pour la publication



Le dépouillement dans un bureau de vote de Conakry le-28 septembre 2013 /univers grande

des résultats court à partir de ce moment ». Il faut préciser que la Céni, pour des soucis de transparence, a mis en place une commission de totalisation des résultats. Pendant que tous les regards sont tournés vers cette institution, qui fait l'objet d'une attention particulière de la part des Guinéens, les esprits ont commencé à s'échauffer dans

certaines circonscriptions électorales. C'est le cas notamment à Kaloum, la commune qui abrite le quartier des affaires, où dès le lendemain du vote des militants du RPG-arc-en-ciel et de l'Union des forces républicaines (UFR), les deux challengers à l'uninomial dans cette circonscription, se sont livrés à des manifestations de joie. Chaque camp voulant cé-

lébrer une victoire non encore proclamée, rapportent des sources concordantes.

Dans le secteur de Wanindara, la même liesse a été observée dans la nuit du dimanche, lorsque des militants de l'opposition ont pris les rues pour clamer la victoire, une manifestation qui fut dispersée par des forces de sécurité.

Xinhua

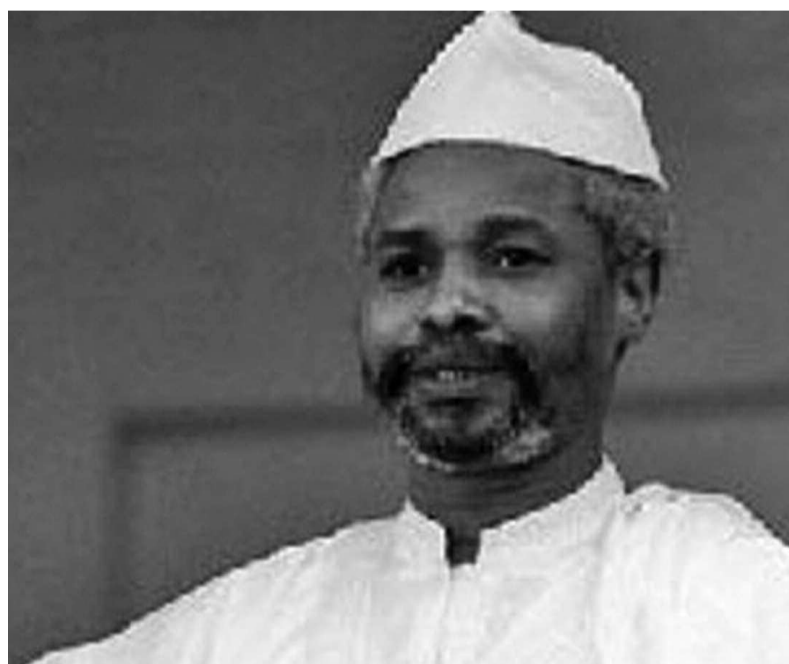
SÉNÉGAL / ÉTATS-UNIS

Un million de dollars USD pour juger Hissène Habré

Le montant sera octroyé par les États-Unis d'Amérique. L'ambassadeur itinérant américain en charge des crimes de guerre, Stephen Rapp, l'a annoncé le 1^{er} octobre à Dakar (Sénégal), au cours d'une audience avec le ministre de la Justice, Sidiki Kaba. Cet argent est destiné au tribunal chargé de juger l'ancien président tchadien, Hissène Habré.

Selon le diplomate américain, le jugement d'Hissène Habré au Sénégal est un bel exemple pour l'Afrique. Il s'est dit très heureux de venir au Sénégal pour annoncer la participation financière de son pays dans cette affaire. Cette dotation des États-Unis permettra de créer les conditions du bon déroulement de l'enquête et du procès. Stephen Rapp a également tenu à rendre hommage aux victimes tchadiennes qui se battent depuis 23 ans pour que ce procès devienne réalité. « Maintenant, les yeux du monde sont tournés vers le Sénégal. Le Sénégal devient l'épicentre de la justice internationale en Afrique », a-t-il lancé.

Rappelons que la participation financière américaine au procès d'Hissène Habré fait suite à la promesse, en juin dernier, à Dakar, du président Barack Obama de sou-



Hissène Habré

nir les Chambres africaines extraordinaires. Outre la dotation américaine, d'autres fonds ont été promis ou reçus par le Tchad (2 milliards FCFA ou 3 743 000 dollars), par l'Union européenne (2 millions d'euros), par l'Union africaine (un million de dollars), par l'Allemagne (500 000 euros), par la Belgique (500 000 euros), par la France (300 000 euros) et le Luxembourg (100 000 euros).

Hissène Habré est réfugié au Sénégal depuis 1990. Il est accusé de crimes contre l'humanité, crimes de guerre et torture durant ses huit ans de pouvoir au Tchad de 1982 à 1990. Dakar et l'Union africaine ont signé, en décembre 2012, un accord pour la création, au Sénégal, d'un tribunal spécial en vue de le juger. Il a été arrêté le 30 juin et inculpé le 2 juillet, dans l'attente de son jugement.

Tiras Andang

AFRIQUE

Les experts échangent sur la démographie du continent

Le Fonds des Nations unies pour la population, en collaboration avec la Commission de l'Union africaine et la Commission économique pour l'Afrique organise du 1^{er} au 4 octobre, à Addis-Abeba (Éthiopie), une conférence africaine sur la population et le développement.

Sur le thème « Exploiter le dividende démographique : l'avenir que nous voulons pour l'Afrique », le forum vise notamment à souligner la nécessité pour les acteurs étatiques et non étatiques de se réengager au plus haut niveau pour mettre en œuvre un plan d'action sur la population et le développement aux niveaux national et régional.

La séance d'ouverture s'est déroulée en présence de plusieurs diplomates en mission à Addis-Abeba. Parmi les participants figurent également les représentants d'organisations de la société civile et de la jeunesse, les institutions onusiennes et les organisations régionales et internationales.

Les thématiques qui seront traitées portent, entre autres, sur les progrès de l'Afrique en matière de réduction de la mortalité maternelle et infantile, la lutte contre le VIH-sida, l'emploi des jeunes et l'accès aux soins de santé. Les conclusions du rapport régional et de la conférence serviront aussi de référence majeure pour les politiques et programmes qui seront entrepris en matière de population et de développement pour l'après 2015 en Afrique. La jeunesse constitue « une ressource potentielle et une grande force, des atouts qui doivent être mis à profit pour le développement économique en Afrique », a affirmé le secrétaire exécutif adjoint de la Commission économique des Nations unies pour l'Afrique, Abdalla Hamdok, lors de la cérémonie d'ouverture de la conférence.

« L'accélération de la croissance économique grâce au dividende démographique devient une réelle possibilité pour de nombreux pays africains, alors que le continent continue de s'efforcer de réduire la fécondité et la mortalité infantile », a-t-il souligné.

Étalée sur cinq jours, la conférence se déroulera en deux phases : la réunion des experts et celle des ministres. Elle débouchera sur une série de recommandations qui seront soumises pour adoption à la séance ministérielle prévue les 3 et 4 octobre.

Yvette Reine Nzaba

CARNIVAL DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE 2013

PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL CONGOLAIS AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Dans le cadre de l'intégration culturelle internationale entre le Congo et la Colombie, nous vous invitons à participer au cycle de Conférences qui se tiendra à l'Auditorium du Ministère des Affaires Étrangères du Mercredi 09 au Vendredi 11 octobre 2013 à partir de 9h 30mn avec la participation des Conférenciers Colombiens : Dr. Manuel Rodriguez Becerra Ex-Ministre de l'environnement, et Dr. Martha Luz Machado Sociologue qui se joindront aux éminents conférenciers Congolais.

THÈME :
LA CULTURE COMME 4^{ème} PILIER DU DEVELOPPEMENT DURABLE



Dr. Manuel Rodriguez Becerra
Ex-Ministre de l'environnement



Sociologue: Dr Martha LUZ MACHADO

Appui Institutionnel

Madame Antoinette SASSOU NGUESSO Première Dame de la République du Congo et marraine de cette activité culturelle.
Remerciements dédiés à: Ministère des Affaires Étrangères.



1^{ère} Fois au Congo

CARNIVAL DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE

EVENEMENT CULTUREL

Patrimoine Oral et Intangible de l'Humanité Déclaré par l'UNESCO

PROMOTION DU PATRIMOINE CULTUREL CONGOLAIS AU SERVICE DU DEVELOPPEMENT DURABLE

Nous vous invitons à venir nombreux découvrir le spectacle que vous offre le Carnaval DE BARRANQUILLA DE COLOMBIE déclaré par l'UNESCO Patrimoine Oral et Intangible de l'Humanité dans l'Amérique Latine. Dans le but de soutenir l'Institution EPHATA (les Petits Sourds Muets du Congo). Avec la participation des BANTOUS DE LA CAPITALE, KEBEN et son Groupe, LE BALLET DES ENFANTS D'EPHATA.

Venez nombreux acheter votre Ticket au Palais des Congrès !

Appui Institutionnel

Madame Antoinette SASSOU NGUESSO Première Dame de la République du Congo et marraine de cette activité culturelle.
Remerciements dédiés à: Ministère des Affaires Étrangères.



ASSURANCES GENERALES DU CONGO






A.G.C.S.A

RESPECTER NOS ENGAGEMENTS, C'EST VOUS RESPECTER

WWW.AGCCONGO.COM

HAKUNA MATATA!

NÉCROLOGIE

Les familles Moé - Tchapi et Sambou vous annoncent le décès brutal de leur fille, nièce et tante Mlle Mireille Clémentine Makosso - Tchapi « Miss Tchapi ». décès survenue ce lundi, 30 septembre 2013 à Tours (France). La veillée a lieu au numéro 449 avenue de l'indépendance Tié-Tié (à côté de la pharmacie Étoile).

Le programme se présente comme suit :

Judi 3 première veillée à Tours ; vendredi 4 à 10h45 mise en bière et présentation de la dépouille à la famille, amis et connaissances à la morgue du CHU de Bretonneau à 11h30 départ de la dépouille pour l'aéroport Paris CDG, à partir de 18h00 dernière veillée toujours à Tours (France) ; samedi 5 départ de la famille pour Pointe-Noire. Lundi 7, à 6h00 arrivée de la dépouille à l'aéroport Agostino Neto de Pointe-Noire par le vol air france. 8h00 dépôts de la dépouille à la morgue municipale de pointe-noire. la date des obsèques sera communiquée ultérieurement.

Que notre maman mira repose en paix
Contact info : 0033635433415 / 002425530098 / 002425594822 / 002426674235



IN MEMORIAM

En mémoire de la disparition du Dr Paul Nziamboudi, cela fait dix ans depuis qu'il a quitté cette terre (18 septembre 2003 - 18 septembre 2013). Pour son repos éternel, la veuve et les enfants se retrouvent le dimanche 6 octobre 2013, à la messe de 11 heures, en l'église Saint Pierre Claver de Bacongo, à Brazzaville.

Sa sympathie reste encore vivante dans la mémoire de certains. Que ceux qui l'ont connu trouvent, ici, l'expression de notre profonde gratitude.



CONCERTATIONS NATIONALES

Adoption ce jeudi du rapport final des travaux

À quelques heures de la grande plénière tant attendue, l'opposition dénonce une tentative de révision de la constitution par voie référendaire.

Sauf changement de dernière minute, la dernière plénière consacrée à la validation et à l'adoption du rapport final des travaux est prévue pour ce 3 octobre. Des échos en provenance du présidium laissent entendre que cet organe de direction des assises est déjà en possession de toutes les rapports-synthèses découlant des discussions au niveau des cinq états généraux. En ce moment, le présidium s'attelle à faire le toilettage de toutes les recommandations qu'on lui a transmises, lesquelles recommandations seront transmises au chef de l'État sous forme de rapport final. Des indiscretions recueillies auprès des groupes thématiques institués, il ressort que les différentes résolutions prises vont dans le sens d'impulser le développement du pays en tirant les leçons d'un passé peu glorieux caractérisé par la mauvaise gouvernance. Sommairement, l'on retiendra que l'ouverture des institutions, ou mieux, la mise en place d'un gouvernement de large ouverture fait partie des recommandations majeures ayant sanctionné le travail du groupe thé-



La salle des congrès du Palais du peuple à l'ouverture des assises

matique « gouvernance démocratie et réforme institutionnelle ». Les participants à ce groupe nuance cependant en indiquant qu'il ne s'agit pas de changer l'architecture institutionnelle du pays, mais de l'ouvrir aux autres forces sociopolitiques du pays afin de cimenter la cohésion nationale. Au groupe thématique chargé de traiter des questions économiques, les participants ont plaidé pour que soit définitivement absorbé le paradoxe entre les richesses natu-

relles dont regorge la RDC, d'une part, et la pauvreté extrême de sa population devenue la risée du monde, d'autre part. « Ne plus gratifier les acteurs des groupes armés et ne jamais amnistier les auteurs des crimes », telle est l'une des recommandations phares du groupe thématique Désarmement qui prône la restauration de l'autorité de l'État et la renaissance des Fardc en tant qu'une armée forte et réellement dissuasive. Au groupe thématique chargé du ré-

glement des conflits communautaires, les participants ont plaidé, entre autres, pour le renforcement de l'administration et de l'autorité coutumière, mais aussi pour une cohabitation pacifique des communautés locales sur fond d'une justice équitable pour tous. Enfin, le groupe thématique « Décentralisation et renforcement de l'autorité de l'État » a notamment recommandé le renouvellement du Sénat et des Assemblées provinciales via le découpage immédiat des pro-

vinces et l'organisation dès 2014. À quelques heures du début de la plénière tant attendue, des remous se font entendre dans les milieux des concertateurs. Les délégués de l'opposition au groupe « Démocratie et réformes institutionnelles » sont montés au créneau mardi pour s'insurger contre une tentative de révision de la constitution par voie référendaire orchestrée par la majorité. Il appert que la comodération qui assure la direction des travaux aurait introduit une incise dans le document lui transmis prévoyant la possibilité d'un référendum en RDC. Au sein de la majorité, on ne s'émeut outre mesure par cette énième agitation étant entendu que le texte avait été adopté en liminaire en présence des membres de l'opposition avant d'être transmis à la comodération qui n'a fait que le toilettage. Les délégués de la majorité continuent de rassurer leurs pairs de l'opposition sur la non-révision de la Constitution avec, comme voie de conséquence, le respect de la souveraineté du peuple. Enfin, concernant l'application effective des recommandations de ce grand forum national, les participants ont estimé que les deux chambres du Parlement seraient bien dans leur rôle régali en veillant au contrôle de l'action gouvernementale.

Alain Diasso

UNION EUROPÉENNE

Un rapport d'audit en RDC juge l'efficacité du soutien européen limité

La cour des comptes européenne appelle l'Union européenne (UE) à se montrer plus exigeants à l'égard de leurs partenaires congolais, à avoir une vision à long terme et à développer des objectifs moins ambitieux et plus flexibles.

L'UE est donc invitée à mieux contrôler l'utilisation de son aide destinée à la RDC. C'est la conclusion du rapport d'audit effectué à Kinshasa, au Bas-Congo et dans les deux Kivu et publié le 1er octobre au sujet de l'aide apportée à la RDC entre les années 2003 et 2011. Évaluée à 1,9 milliard d'euros, l'appui de l'UE est versé en grande partie (72%) dans les projets de développement. Cependant, le reste est réparti entre l'aide humanitaire et la coopération en matière de sécurité et de politique.

À en croire radio Okapi, cet audit a porté essentiellement sur le soutien financier de l'UE à l'organisation des élections de 2006 et de 2011, aux réformes de la justice et de la police, à la refonte des finances publiques et au processus de décentralisation. Les auditeurs sont arrivés à la conclusion selon laquelle l'efficacité du soutien européen est limitée. La plupart des programmes financés ne sont pas pérennes, bien qu'ils aient produit des résultats. L'exemple le plus illustratif est celui donné par Hans Gustaf Wessberg, membre de la Cour des comptes. Il note que les auditeurs n'ont pas trouvé les traces d'un millier de policiers formés avant les élections de 2006. Une autre critique formulée par les auditeurs a trait aux objectifs des programmes qui, soulignent-ils, soient trop ambitieux et manquant quelquefois de flexibilité.

Gypsie Oïssa Tambwe

COUR DES COMPTES DE L'UE

La RDC réagit au rapport d'audit

S'exprimant mardi devant la presse, Lambert Mende a invité les partenaires au développement de la RDC à une redéfinition de la manière dont les partenariats stratégiques et préférentiels doivent désormais se concevoir et se matérialiser.

Publié mardi, le rapport de la Cour des comptes de l'Union européenne (UE) sur l'aide au développement affectée en RDC continue de faire jaser dans les milieux intéressés. Radio France internationale qui en a fait ses choux gras s'est, d'après le porte-parole du gouvernement, fait l'écho d'un bien curieux bilan comptable. Ce média capté mercredi à Kinshasa tient le gouvernement congolais responsable de l'affectation hasardeuse et de la mauvaise gestion systémique de l'aide accordée à la RDC par l'UE entre 2003 et 2011, une aide évaluée à près de 2 milliards d'euros. Tout en invitant RFI à faire une lecture objective et à apporter un regard dépassionné dans le traitement des informations touchant la RDC, Lambert Mende Omalanga a tenu à apporter quelques précisions sur ce dossier. C'était dans le cadre d'un point de presse tenu le 2 octobre dans son cabinet de travail. « La réalité est que les accusations proférées contre les autorités congolaises au sujet de la mauvaise utilisation des fonds de l'aide européenne à la RD Congo ne reposent sur aucun fondement crédible », a d'emblée indiqué l'officiel congolais tout en rejetant d'un revers de main toutes les accusations portées contre le gouver-

nement dont l'évaporation des financements destinés à certains projets sectoriels. Cherchant à recadrer les choses, Lambert Mende a fait savoir que « l'implication des autorités légitimes de la RDC dans les processus d'initiation et de réalisation des différents projets de coopération à ce niveau est demeurée purement symbolique ». Il dénonce, au nom du gouvernement dont il est membre, cette tendance de la Cour des comptes européenne à vouloir traîner la RDC à la barre tout en sommant ses autorités politiques à rendre compte de la mauvaise gestion de projets de développement auxquels elles n'ont jamais été associées. Et le porte-parole du gouvernement de préciser que « la conception, la définition et l'exécution de la majorité des programmes financés dans notre pays par l'aide européenne au développement ont été toujours le fait exclusif d'opérateurs choisis par l'UE sans aucune intervention de la partie congolaise ».

En guise d'illustration, il a épinglé quelques cas notamment le Programme d'action transitoire (PAT) dans le domaine de la santé géré totalement par l'UE, mais aussi le neuvième Fond européen du développement (FED) « confié théoriquement à l'Unité nationale de coordination (UNC) mais dont les fonds étaient dans la réalité gérés sur base des procédures établies unilatéralement par l'UE jusqu'en 2009 ». À l'heure actuelle, a-t-il ajouté, « le dixième FED

opère suivant le même schéma : géré théoriquement par une Cellule d'appui à la gestion (CAG) du ministère de la Santé mais dont la gestion au niveau financier a été confiée à deux experts de l'UE ».

En vertu de tout ceci, Lambert Mende trouve tendancieuse la démarche de RFI à vouloir noircir l'image des autorités congolaises en faisant fi de la réaction de la Commission européenne qui permet de nuancer sérieusement les assertions infamantes contre la RDC. « Nous continuons à reconnaître l'apport essentiel de notre partenaire majeur pour le développement qu'est l'Union européenne. Mais il est hors de question pour la République démocratique du Congo de souscrire à la démarche qui consiste à faire du bénéficiaire de l'aide un bouc émissaire servant à justifier des malversations ou une mauvaise gestion dont il n'est pas responsable et à en dédouaner les auteurs », a déclaré en substance le porte-parole du gouvernement. Il estime que si mauvaise gestion il y a dans la gestion de l'aide de l'UE, « c'est à l'UE elle-même qu'en incombe la responsabilité et non aux autorités congolaises qui n'interviennent généralement que pour la cérémonie d'inauguration de projets (...) ». Profitant de l'occasion, Lambert Mende a invité les partenaires au développement de la RDC à une redéfinition de la manière dont les partenariats stratégiques et préférentiels doivent se concevoir et se matérialiser.

A.D.

JOURNÉE INTERNATIONALE DES PERSONNES DE TROISIÈME ÂGE

Un repas de cœur avec les vieillards de Kinshasa

L'activité menée par l'ONG Vieillesse heureuse est la seule action organisée à Kinshasa, en marge de la cérémonie officielle.

Une grande représentation de personnes de troisième âge (PTA) a participé, le 1er octobre, au repas de cœur organisé par l'ONG Vieillesse Heureuse (VH) dans la salle de fête Les jumeaux, à Lemba/Righini, à l'occasion de la Journée internationale des personnes de troisième âge. Cette réjouissance a clôturé une série d'activités menées au cours de la journée par cette ONG.

Parmi les actions prévues pour la journée, VH a organisé une balade de ces personnes âgées venues de différentes communes de l'est de la ville-province de Kinshasa dans les grands-places de la capitale congolaise. Dans le parcours, les hôtes de

l'ONG VH ont notamment visité la Place du 30 juin, à côté de la gare centrale, et la place du Cinquante-naire, à côté du Palais du peuple. «L'objectif poursuivi dans cette balade est de leur permettre de se rendre compte de ce qui est réalisé dans le cadre de la Révolution de la modernité, étant donné qu'ils n'ont pas l'habitude de se promener à travers la ville», a expliqué le président de cette ONG, Patrick Kankienza.

Une interface entre le gouvernement et les PTA

Au cours de la manifestation officielle tenue à la Direction pour l'encadrement des PTA, à Lingwala, où l'ONG VH été invitée, ces personnes encadrées par cette association ont transmis au gouvernement les diffé-



Des membres du staff de l'ONG VH et le représentant du bourgmestre de Matete

rentes préoccupations de cette catégorie des personnes. Cette démarche a constitué un rappel des recommandations de l'atelier organisé du 27 au 28 août par cette ONG, sur la protection sociale des PTA en RDC.

Les PTA, à la suite de cet atelier, ont plaidé pour une loi qui les protège, comme il en est pour l'enfant, les personnes vivant avec handicap, etc. Elles ont également sollicité la baisse du tarif des soins de santé, etc.

Un moment marquant pour la vie

Pour les PTA qui ont assisté à cette série d'activités, ces moments ont marqué les derniers instants de leur vie sur cette

terre des hommes. Après avoir salué l'initiative, elles ont recommandé la poursuite de ce genre d'actions au bénéfice des personnes âgées. La joie de vivre de tels instants dans leur vie a amené les PTA à exhiber quelques pas de danse appuyés par les airs des « anciens succès » de la musique congolaise.

L'ONG a également prévu des cadeaux pour chacun des participants à ces activités. Tous ces programmes ont été réalisés en présence du représentant du bourgmestre de Matete, la commune où se situe le siège de cette ONG et l'une des municipalités où cette association mène déjà ses activités.

Un travail de fournis

Il est à noter que l'ONG Vieillesse Heureuse encadre, depuis sa création, des PTA.

Elle les fait bénéficier de certains avantages. L'ONG prend notamment en charge leurs soins médicaux dans ses différents centres et des institutions partenaires ainsi que dans d'autres institutions hospitalières de la ville.

Ce travail est appuyé par la descente sur le terrain de ses enquêteurs et membres dont le travail a été félicité par le président et le secrétaire général de cette ONG ainsi que par les bénéficiaires.

Lucien Dianzenza



Les dispositifs pris pour la balade à travers la ville

SANTÉ

« Le sida se féminise parce que la femme n'est pas informée »

Selon le Dr Isabelle Kasongo, tout le monde s'accorde pour dire que le sida se féminise. Et plusieurs facteurs sont à la base de la féminisation de cette maladie qui ne fait qu'alourdir le taux de mortalité surtout dans les pays les moins industrialisés.

Selon le Dr Isabelle Kasongo, médecin aux cliniques universitaires de Lubumbashi dans la province du Katanga, plusieurs causes sont à la base de la propagation du sida chez la femme. Il y a d'abord les causes anatomiques de la femme. « La muqueuse vaginale est trop fragile, au moindre contact, il y a saignement et cela facilite la transmission de virus. Le grand pourcentage de la contamination de sida est dû par la voie sexuelle. La flore vaginale est propice au développement de virus », explique-t-elle. Les causes sociales, telle que la pauvreté, indique le Dr Isabelle Kasongo, pousse la femme à la recherche de la survie par conséquent, elle se lance dans les mains de n'importe qui, ce qui l'expose à contracter le sida parce qu'elle ne

connait pas le statut sérologique de son partenaire sexuel.

Le mariage précoce, c'est-à-dire un homme âgé qui épouse une petite fille, celle-ci ignore si cet homme est atteint ou non par le sida ; le sororal ou le lévirat, la polygamie, certaines pratiques comme l'excision favorisent la propagation du sida. Outre les causes sociales, il y a aussi les raisons politiques, notamment la guerre. À cause de l'insécurité due au conflit armé, il y a des filles et des femmes qui sont violées et les violences sexuelles sont un facteur de risque de contamination du sida.

Le leadership de la femme

Pour le Dr Isabelle Kasongo, dans la lutte contre cette maladie qui se féminise, la femme doit jouer le rôle de leadership. Elle doit être active dans la lutte. « Quand la femme est informée, elle sera la plaque tournante dans la lutte. Dans ce cas, en dépit de sa pauvreté, elle va se protéger et la protection de la femme contre le sida passe par l'information et l'éducation », a-t-

elle déclaré. Le Dr Isabelle Kasongo pense qu'avant que l'homme soutienne la femme dans la lutte contre le sida, il est d'abord souhaitable que « la femme puisse s'approprier cette lutte ».

Dans cette appropriation, poursuit-elle, la politique doit nous accompagner avec des stratégies efficaces pour la mobilisation des fonds. « Ce n'est qu'à ce prix qu'on pourra lutter contre le sida et épargner ainsi la vie de plusieurs femmes qui sont exposées à cette maladie ». Le Dr Isabelle Kasongo reste convaincue que le sida n'est ni une fatalité ni un mauvais sort. C'est pourquoi elle adresse un message encourageant aux femmes séropositives. « C'est vrai qu'il est difficile de vivre avec la maladie mais, celles qui sont atteintes ne doivent pas se décourager, elles peuvent vivre avec cette maladie autant d'années. Que les femmes atteintes ne se sentent pas coupables dans la société, qu'elles ne se sentent pas marginalisées », les a-t-elle encouragées.

Aline Nzuzi

LUTTE CONTRE L'IMPUNITÉ

Lancement d'un programme conjoint pour les victimes de violences basées sur le genre

Le Pnud veut ainsi consolider son engagement contre toutes les formes de violences basées sur le genre, en particulier les violences sexuelles.

Le gouvernement congolais d'une part et les agences du système des Nations unies de l'autre ont récemment lancé le « Programme conjoint de lutte contre l'impunité, d'appui aux victimes de violences basées sur le Genre et d'autonomisation des femmes à l'est de la République démocratique du Congo ». Ce vaste programme conjoint a comme principal objectif de contribuer à réduire durablement la prévalence des violences sexuelles en RDC. D'un montant de 18 millions de dollars américains, il est financé par le Canada dans les provinces du Nord et Sud-Kivu, en Ituri et au Bas-Uélé, en Équateur, au Bandundu et à Kinshasa pour une durée de cinq ans.

Les objectifs spécifiques de ce programme qui s'inscrit en harmonie avec la stratégie nationale de lutte contre les violences sexuelle ont trait à la lutte contre l'impunité, à la prévention et la sensibilisation basées sur une stratégie de communication pour les changements de comportement, la prise en charge psycho-médicale et la réinsertion socioéconomique des victimes et survivantes des violences basées sur le genre. Le Pnud veut ainsi consolider son engagement indéfectible contre toutes les formes de violences basées sur le genre, les violences sexuelles en particulier.

Pour le compte du gouvernement congolais, le ministère du Genre, de la famille et de l'enfant ainsi que le ministère de la Justice et des droits humains assureront la tutelle du programme conjoint. Le ministère du Genre assurera la coordination gouvernementale aux niveaux national et provincial. Quant au Pnud et au Fnuap, ils seront responsables de la programmation et de la gestion des fonds. L'Unesco, le Bureau conjoint des Nations unies pour les droits humains et la FAO agiront comme partenaires opérationnels dans l'exécution des activités. Sur le terrain, ministères et divisions provinciales, ONG nationales et internationales, universités congolaises et établissements scolaires seront les partenaires de mise en œuvre.

Jeanot Kayuba

ALBUM 13^E APÔTRE

Koffi Olomide invite le guitariste Olivier Tshimanga

Les deux artistes avaient déjà collaboré auparavant dans l'album sans nom de Koffi Olomide sur le titre « Festival » chanté en duo avec Youssou Ndour.

Olivier Tshimanga « Tshimangologie » sera à Kinshasa du 08 au 16 octobre afin de poser les sons de sa guitare sur quelques chansons contenues dans le dernier album de la carrière du Grand Mopao. Un « honneur » apprécié à sa juste valeur par le guitariste congolais le plus sollicité à l'heure actuelle. En effet, le virtuose de la guitare est également invité dans la réalisation de l'album « Black Bazar-round 2 » au côté d'autres grands noms de la musique congolaise. Olivier Tshimanga prend également part à la réalisation du prochain album de Carlyto Lassa intitulé « L'évangéliste ».

L'artiste de l'humanitaire

Néanmoins, en dehors de ses

nombreuses collaborations, l'artiste se prépare à mettre sur le marché son propre album intitulé « Espoir », une œuvre censée consoler les cœurs brisés et redonner de l'espoir aux peuples minés par le désespoir. La sortie de l'album est prévue au mois de novembre prochain. Le single « Masoma » (Merci), tiré de ce prochain album, peut être actuellement écouté sur la playlist de la radio Africa numéro 1. L'album « Espoir », apprend-on, comporte dix-huit titres et a une vocation humanitaire. « *Au vu de tout ce que le peuple congolais a traversé, j'ai vite senti que mon peuple avait besoin de quelque chose pour rassurer son lendemain. Et, cette chose, ai-je pensé, c'est l'espoir. De toute façon, l'on a tous besoin d'une lueur d'espoir dans ce monde meurtri. Il faut continuer à croire et ne jamais baisser les bras dans la vie* », avait-il fait savoir au cours

d'un entretien accordé aux *Dépêches de Brazzaville*. Olivier Tshimanga a pris part récemment en France à un concert humanitaire à Paris organisé en faveur des enfants drépanocytaires.

Le guitariste avait séjourné à Brazzaville du 25 février au 7 mars derniers dans le cadre de la solidarité aux victimes du drame du 4 mars à Mpila.

Il avait pris à la réalisation du titre « Brazza j'y crois », organisé au profit des victimes. Olivier Tshimanga a également livré des concerts humanitaires aux Comores dans une tournée organisée par l'Alliance française en partenariat avec le groupe comorien Chebli.

À la sortie de son album, apprend-on, l'artiste devrait organiser d'autres concerts humanitaires en RDC au profit des orphelins et femmes victimes de viol.

Patrick Kianimi



Olivier Tshimanga

FOOTBALL

Premier but de Diba au Qatar, Mbokani se plaint à Kiev

Titulaire incontesté dans son nouveau club, Yves Diba a signé son premier but en match officiel au Qatar, qui s'est soldé par un score à égalité (1-1), en déplacement d'Al-Sailiya face à Al-Gharafa. Mais rien ne va plus pour Mbokani qui n'apprécie pas la politique de l'entraîneur, Oleg Blokhine du Dynamo Kiev, de renvoyer les joueurs sur le banc des réservistes à tour de rôle

L'attaquant international congolais Yves Diba a attendu la troisième journée du championnat de Qatar pour enfin ouvrir son compteur-but dans son nouveau club d'Al-Sailiya. L'ancien joueur d'Al-Raed, Narjan (Arabie saoudite), V-Club, Lupopo et Scm Mikishi a fait preuve d'efficacité, marquant à la 42e minute pour son équipe qui jouait en déplacement contre Al-Gharafa. La partie s'est finalement soldée sur l'égalité d'un but partout. Actuellement coaché par l'ancien international tunisien Sami Trabelsi, Al-Sailiya occupe la quatrième place du championnat qatari sur seize clubs avec cinq points glanés en trois matchs livrés. Le club est devancé par Qatar SC (7



Yves Diba-Ilunga buteur à Al-Sailiya contre Al-Gharafa. (© DR)

points), Al-Wakrah (7 points) et Al-Sadd (6 points).

Le championnat est donc encore long pour que le buteur congolais renforce son capital buts. Yves Diba a fait une présaison de facture, inscrivant des buts lors des matchs amicaux avec Al-Sailiya. On attend donc le voir éclore dans ce championnat, pourvu qu'il ne soit pas victime de pépins physiques et blessures au cours de cette saison !

Alors qu'Yves Diba marque son premier but en match officiel avec Al-Sailiya au Qatar, un autre buteur congolais, Dieumerci Mbokani, ne connaît pas vraiment de jours meilleurs au Dynamo Kiev. Et pourtant, il avait fait un début de championnat ukrainien du tonnerre avec cinq buts marqués dans les quatre premières rencontres. Aujourd'hui, l'ancien attaquant de Belor AC et Mazembe, d'Anderlecht, Standard de Liège, Monaco et Wolfsburg grogne. Sur les onze matchs de Dynamo Kiev, il a été à quatre reprises remplaçant. Il a débuté le match du week-end

dernier sur le banc, avant d'entrer à la 55e minute, à la place de Younes Belhanda. Et Dieumerci Mbokani n'a plus retrouvé le chemin des filets depuis le 25 août. La raison de cette grogne est la politique de la tournante mise en place par l'entraîneur du Dynamo de Kiev, Oleg Blokhine, qui envoie les joueurs sur le banc à tour de rôle et en fonction des matchs pour éviter la fatigue. « *J'en ai marre de la tournante de mise à Kiev. Je veux jouer tous les matchs. La vie me plaît bien ici. Le club aussi. Mais ce système de rotation appliqué par l'entraîneur, je ne l'apprécie pas. Je ne veux pas passer des matchs sur le banc. J'ai besoin de matchs ! C'était déjà le cas au Standard et également à Anderlecht. Sans matchs, je n'ai pas de rythme* », a expliqué le joueur dans la presse belge. Et de marteler : « *J'ai déjà montré ce que je vauais, ici. J'ai marqué cinq buts en championnat et un en Coupe d'Europe. Six buts en dix matchs, c'est quand même beau non ? Je suis le meilleur buteur du club.* » Mécontent, Dieumerci Mbokani serait prêt à quitter le club à la fin de la saison si cette politique continuait.

Martin Enyimo



Dieumerci Mbokani sur le banc au Dynamo Kiev. (© DR)

COUPE DE LA CONFÉDÉRATION

Mazembe prêt pour la demi-finale contre Stade Malien

Le TP Mazembe de Lubumbashi (TPM) joue, le 6 octobre, à Bamako contre Stade Malien en demi-finale aller de la 10e édition de cette compétition.

Les Corbeaux du Katanga, coachés par le français Patrice Carteron, ambitionnent de remporter le trophée de la C2 africaine. Et pour ce faire, il faut passer le stade de demi-finale face à Stade Malien. Ainsi, Mazembe a retrouvé le Lizzy Sport Complex d'Accra au Ghana pour préparer le match de Bamako.

« *Dans un premier temps, nous devons sérieusement nous préparer à Accra, afin que l'effectif réponde à une convocation. Ensuite, l'objectif c'est d'aller à Bamako faire un résultat positif. Pour y arriver, j'ai coupé le groupe en deux, avec les joueurs offensifs qui ont plus axé leur travail sur la finition alors que pour nos joueurs défensifs c'était plus un travail à la fois d'agressivité, d'attaque de balle au niveau du jeu de tête notamment. Ça fait deux matchs de suite qu'on prend des buts alors qu'on avait été très solides défensivement depuis le début de la compétition. Nous avons donc travaillé pour retrouver des bases défensives. De sorte qu'offensivement nous soyons en pleine confiance pour arriver à faire la différence* », a déclaré Patrice Carteron sur le site officiel du club.

Et à propos de l'adversaire, l'entraîneur français qui connaît bien le football malien pour avoir entraîné la sélection du Mali fait savoir : « *Le Stade Malien est une très*

bonne équipe, il a un bon entraîneur; Pascal Janin, que je connais très bien. Il y a de bons joueurs comme Soumaila Diakite le gardien et capitaine. Cette équipe a été totalement rebâtie il y a une année avec l'arrivée du nouvel entraîneur. Je les ai observés contre Sfax et l'Étoile du Sahel à domicile où ils ont su répondre présents. Je m'attends à un match difficile dans un contexte où les Maliens ne lâchent jamais. C'était pareil avec le Djoliba AC il y a deux ans. Ce sont des équipes qui ont toujours fait la différence dans le dernier quart d'heure, qui ont un gros mental, il faudra être armé autant physiquement que mentalement pour rivaliser avec elles.

Pour sa part, le capitaine du TPM, Trésor Mputu est conscient de l'enjeu : « *C'est un match capital pour nous, surtout la manche aller à Bamako. C'est très important de bien la négocier si nous avons réellement envie de gagner cette Coupe de la CAF. Forcément, il faudra faire mieux que lors du match précédent à l'extérieur, face au FUS* ». Il a précisé son objectif et celui du club : « *Mon objectif principal et celui du groupe est d'offrir un titre continental aux supporters après la déception de la Ligue des Champions. Pour les demi-finales, je travaille pour être titulaire et bien jouer pour l'équipe... Je suis en train de prendre du rythme et j'ai mes repères, et je pense que ce sera plus facile pour moi et je vais progresser dans mon jeu* ». Les Corbeaux quittent Accra le 3 octobre pour Bamako.





M.E.



Connecte-toi à MTN 3G+ et découvre sa vitesse !

- Surfez encore plus rapidement.
- Découvrez plus de multimédia en Haute Définition.
- Téléchargez vos jeux et applications en grande vitesse.

Pour plus de renseignements visitez notre site www.mtncongo.net ou rejoignez-nous sur :

 www.facebook.com/MTNCONGO  @mtn 123  www.youtube.com/user/MTNFanClub  www.linkedin.com/company/mtn-congo

Ce Nouveau Monde, il est pour toi.



HANDBALL

Inter et Étoile retirés de la Ligue africaine des clubs champions

Les deux équipes ne feront pas le déplacement du Maroc pour non-respect de la procédure d'engagement des clubs par la fédération sortante.

Inter club seniors dames et Étoile du Congo seniors hommes ont remporté l'édition 2013 du championnat national. À ce titre, ces deux clubs doivent prendre part à la 35e édition de la Ligue africaine des clubs champions qui se dispute du 2 au 13 octobre au Maroc. Malheureusement, car à en croire le directeur général des Sports, Auguste Etsala, à l'issue du championnat, la fédération sortante a unilatéralement engagé Inter club et Étoile à cette compétition continentale sans préalablement consulter le ministère des Sports et le Comité national olympique et sportif congolais (CNOSC). C'est le 22 septembre que la Fédération congolaise handball (Fécohand) a écrit au ministère pour mobiliser les moyens de mettre en route les deux équipes, soit une semaine avant le coup d'envoi.

Selon le directeur général des Sports, ce délai ne pouvait pas permettre de traiter le dossier financier et aboutir au décaissement des fonds.

« La Fécohand a mal planifié cette compétition pour que les représentants congolais soient connus à temps et faciliter ainsi le processus », a-t-il déclaré tout en rappelant que les lignes budgétaires du ministère concernant les compétitions et les fédérations sportives sont épuisées, ce qui pourrait mettre à mal les compétitions prévues pour le quatrième trimestre.

Suite à ce désistement, le Congo doit s'attendre donc à des amendes puisque les clubs congolais avaient été alignés dans le programme de cette compétition. Néanmoins, le comité préparatoire des élections des fédérations a pris l'engagement d'écrire à la Confédération africaine de handball (CAHB) pour lui signifier que le Congo ne disposait plus de fédération légale depuis la fin des compétitions d'Oyo. Ainsi, cette fédération n'avait plus compé-

tence pour engager les clubs congolais en compétition internationale.

Reprise des élections au niveau de certaines fédérations

En vue de l'organisation des assemblées générales électorales pour le renouvellement des instances de certaines fédérations, un comité préparatoire a été mis en place. Sont notamment concernées, les fédérations dont les résultats d'élections avaient été invalidés par la CCAS suite à des recours faisant état, entre autres, d'irrégularités. Il s'agit des Fédérations de handball, de boxe et d'athlétisme. Le comité préparatoire créé est doté d'un organe de supervision présidée par le ministre des Sports, Léon Alfred Opimbat. Il est suppléé par le président du CNOSC, Raymond Ibata. L'inspecteur général des Sports est l'unique membre de ce comité. Le secrétariat général des élections, par ailleurs, est constitué des cadres du CNOSC et du ministère des Sports. C'est



Auguste Etsala faisant le point de la situation crédit photo Adiac

le secrétariat qui aura à gérer toutes les opérations relatives aux élections qui se tiendront sous peu.

En rappel, après l'invalidation des assemblées générales électorales des fédérations de handball, de boxe et d'athlétisme par la chambre de conciliation, d'arbitrage et de sport (CCAS), tout était à refaire dans ces instances. Ainsi, les notifications de la CCAS prévoyaient la mise en place des

commissions ad hoc pour la réorganisation des élections. Mais le ministère des Sports et de l'éducation physique, en accord avec le CNOSC, ont décidé de la mise en place d'un comité préparatoire des élections. Car, selon Auguste Etsala, un comité ad hoc n'a pas compétence pour réajuster les statuts et les règlements des fédérations, ce qui est un préalable pour la tenue des élections.

Rominique Nerplat Makaya

TRANSPORT MARITIME

Lancement d'une revue semestrielle

La Revue africaine des affaires maritimes et des transports vient de paraître chez l'Harmattan dans son numéro de juillet 2013.

Le document scientifique répond aux interrogations sur les questions maritimes et apporte son expertise sur la maritimisation des économies africaines. Le colonel Éric Dibas-Franck est le co-directeur de la revue, avec le professeur Martin Ndendé, professeur à l'Université de Nantes.

La Revue est un instrument mis à la disposition de tout lecteur intéressé par les questions des modes de transport mais aussi par l'environnement, le sport, le tourisme, l'industrie, le pétrole, toutes les questions qui ont un lien avec la mer. Les étudiants inscrits en LMD à la Faculté de droit, en droit maritime, trouvent à travers cette revue un précieux outil de travail pour leurs enseignements. De manière générale, la revue est un outil d'information et de communication.

Dans la présente publication, l'équipe rédactionnelle composée de nombreuses personnalités du monde maritime et des transports ainsi que d'éminents universitaires, a mis à la disposition de son lectorat des articles et des études doctrinales tels que : Les enseignements de la jurisprudence Erika sur le traitement juridique des catastrophes pétrolières ; la réglementation de l'UEMOA en matière de transport maritime ; la réglementation du transport multimodal transroucier des marchandises en droit OHADA ; l'organisation des activités portuaires au Gabon : une logistique au fonctionnement éclaté ; le Maroc dans la coopération africaine de



Le colonel Eric Dibas-Franck

pêche : l'exemple de la COMHAFAT, des migrations de pêcheurs de plus en plus conflictuelles en Afrique de l'Ouest. De nombreux autres documents textes, chroniques et informations garnissent la revue.

La Revue africaine des affaires maritimes et des transports est née des cendres de La Revue congolaise des transports et des affaires maritimes dirigée par Éric Dibas-Franck. Actuellement, co-directeur de publication de La Revue africaine des affaires maritimes et des transports, le colonel Éric Dibas-Franck a publié récemment aux Éditions l'Harmattan Congo, la Convention des Nations unies sur le contrat de transport international des marchandises, effectué entièrement ou partiellement par mer dite « Règles de Rotterdam ». Un ouvrage qui a bénéficié de l'apport rédactionnel de personnalités du monde maritime et des transports.

Éric Dibas-Franck est docteur en droit, chargé de cours à la faculté de droit de l'Université Marien-Ngouabi de Brazzaville. Il est arbitre Ohada.

Hervé Brice Mampouya

MUSIQUE

Tous les anciens d'Extra musica ensemble au mois de novembre

Le groupe Extra musica originel organise son vingtième anniversaire. Extra musica united, tel est le thème de cet événement musical considéré comme le plus grand de l'année 2013. Le producteur a donné la primeur de l'information au ministre de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, ce 2 octobre à Brazzaville.

Ce spectacle est organisé par Jean Rufin Omboubou, promoteur du projet, en association avec Serge Mayembo. Un concert VIP et un concert populaire sont prévus à Brazzaville, Pointe-Noire et Dolisie. Mais à terme, les promoteurs de ce projet entendent amener le groupe à l'extérieur, pour la simple raison qu'Extra musica n'est pas seulement un groupe congolais. C'est un groupe qui a des fanatiques au-delà des frontières congolaises.

« C'est dans le cadre de la consolidation de la paix que nous avons cru utile de rassembler tous les anciens sociétaires du groupe Extra musica originel disséminés partout pour commémorer les vingt ans de ce groupe au regard du patrimoine qu'ils ont légué à la population congolaise même au-delà de nos frontières », a déclaré Jean Rufin Omboubou, promoteur du projet.

« Je vous rassure que vous avez la caution du gouvernement »

Le ministre de la Culture et des arts, Jean-Claude Gakosso, qui a garanti le soutien du gouvernement à ce projet, a loué l'initiative, tout en reconnaissant que le groupe Extra musica est un phénomène extraordinaire : Extra musica c'est le présent. « Extra musica dans sa globalité a porté très haut la musique congolaise. J'ai vu les images des concerts du groupe Ex-



Jean Rufin Omboubou répondant à la presse

Les artistes ont réagi...

Kerson : « C'est une très bonne idée de réunir toute la famille Extra musica originel. Il faut rendre hommage à ces deux grands qui ont réussi là où nombreux n'ont pas pu. J'ai signé mon contrat sans problème. »

Oxy-Oxygène : « Rassembler tous les sociétaires d'Extra musica entre dans le processus de l'unité nationale. »

Quentin Moyascko : « C'est un projet qui date depuis les dix ans d'Extra musica. Aujourd'hui tout le monde a accepté de se donner corps et âme à ce grand retour. »

Régis Toubia : « Les Congolais auront encore le temps de découvrir le grand groupe Extra musica bon pied- bon look. Pour nous ce rendez-vous s'appelle Extra musica united. »

Espé Bass : « Nous avons donné un feu vert aux promoteurs. J'ai signé sans problème. »

tra musica en Guinée équatoriale et à Abidjan en Côte d'Ivoire. Je vous rassure que vous avez la caution du gouvernement. Comment ne pas le faire pour un orchestre comme Extra musica qui a rehaussé la musique congolaise à l'étranger. »

Jean Claude Gakosso a informé ses interlocuteurs que le ministère de la Culture et des arts va organiser une grande manifestation pour célébrer les quatre-vingt ans du doyen de la musique congolaise Édouard Nganga, dit Nganga Edo.

Bruno Okokana